C★E★R★M★T★R★I
FONDS
LEVY-PRUDHOMMEAUX

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

2e ANNEE. — N° 85 HEBDOMADAIRE 0 fr. 50 VENDREDI 24 AVRIL 1931.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

Prélude à la lutte des textiles.

" Nous sommes du reste EN COMMUNION D'IDÉES AVEC M. MATHON, président du Consortium textile qui, il y a quelques jours, dans un discours prononcé à Paris, TENAIT LE MÊME LANGAGE QUE JE TIENS ICI".

M. LEFEBVRE.

Secrétaire du syndicat confédéré du textile de Nantes.

APRÈS LA CHUTE DE LA MONARCHIE

Les tâches du prolétariat

Le vote du 12 avril qui fut à l'origine de la chute de la Monarchie est profondément significatif. Non seulement les classes urbaines, bourgeois, petits-bourgeois, ouvriers, se sont maintenant prononcés en faveur de la République, jugement qui, même dans l'Espagne arriérée et décentralisée eut suffi à balayer le trône, mais encore l'agitation républicaine a rencontré un écho profond dans les campagnes, entraîné l'adhésion enthousiaste des grandes masses paysannes. Il serait vain de dénier au mouvement républicain, sa profondeur: il est l'indice d'une intense fermentation sociale: il plonge ses racines dans l'indignation des masses exploitées et sert de couverture unique au mécontentement et aux aspirations de chaque classe particulière. Panacée universelle, en qui chacun met ses espoirs, la République est bien plus une explosion négative (c'est-à-dire sans issue révolutionnaire) du trouble et de l'effervescence des masses, qu'un programme politique positif, clair et précis de la jeune mais déjà caduque bourgeoisie espagnole.

Là réside la faiblesse du nouveau gouvernement et aussi la force de la Révolution. — La faiblesse du gouvernement provient de la faiblesse même de la bourgeoisie, de son impuissance vis-à-vis des vieilles classes exploiteuses sur l'économie desquelles elle s'est développée et dont elle ne peut se libérer entièrement, de son incapacité à résoudre les problèmes fondamentaux de la « modernisation » de l'Espagne: libération de l'agriculture des liens surannés du féodalisme, unification du marché intérieur, et partant, de mener la lutte sur les deux fronts: contre la réaction cléricale monarchique d'une part et contre les masses d'autre part.

La bourgeoisie est incapable d'assurer sa domination propre, elle devra constamment se coller aux éléments les plus réactionnaires de la société et se tailler un tuteur dans les déchets du Moyen-Age espagnol, afin de sauver sa propre peau; elle ne peut en aucune façon jouer le rôle de la bourgeoisie européenne du 19e siècle, du type démocratique habituel. Les premiers actes du gouvernement provisoire sont très significatifs à cet égard: derrière ses phrases ronflantes se cache un vide absolu d'idées et de programme: que ce soit à propos du régime de l'Eglise, du séparatisme catalan, du problème agraire ou de la réorganisation de l'armée, questions vitales, de la solution desquelles dépend l'avenir de l'Espagne, il reste sans initiative aucune, apeuré et impuissant. — Une peur intense du mouvement populaire qui dès les premiers moments les a considérablement dépassé, est la seule préoccupation sérieuse des Lerroux et des Zamora: à peine arrivés au pouvoir, avant même d'avoir rendu un seul décret, ces « universels » démocrates concluent un pacte honteux en vue de maintenir l'ordre avec le chef de la garde civique, suppôt de la monarchie et assassin du peuple. — Tel est le vrai visage de la République espagnole, qui n'a d'autre sens que celui de la conservation des multiples et pesantes chaînes qui pèsent sur les épaules des masses.

La force et les perspectives de la Révolution naissent des remous profonds qui agitent toutes les classes opprimées du pays et qui, après plusieurs siècles de compression se font jour avec une force irrésistible et menacent d'emporter non seulement le trône, mais avec lui toutes les formes d'exploitation anciennes ou modernes qui assujettissent le peuple y compris la forme capitaliste et ses représentants Macia, Caballero et Cie... L'ampleur du mouvement est tel que les ouvriers et les paysans qui ont balayé la monarchie nettoieront l'Espagne de la propriété foncière et capitaliste et solutionneront en leur faveur les problèmes démocratiques fondamentaux qu'ils placent aujourd'hui sous l'étiquette du républicanisme et qu'ils résoudront contre la République. L'élan des masses est tel, que le cours des événements que l'on compare souvent à ceux de 1848 suivra en réalité une progression inverse et mènera les classes et partis les plus modérés à la classe et au parti les plus avancés, assurant ainsi la continuité et la permanence du processus révolutionnaire.

L'agitation qui a suivi la victoire électorale du 12 et sur laquelle la presse internationale se montre si réservée, a une grande valeur en tant que signe précurseur du développement ultérieur et de l'approfondissement du mouvement révolutionnaire. Au milieu des manifestations de l'enthousiasme populaire on perçoit déjà quelques fausses notes; les événements de Séville, la libération forcée de tous les prisonniers sans distinction, le sac d'un journal d'affaires de Valence, les échauffourées de Barcelone, nous sont une indication précieuse, car ils dépassent largement le cadre des actes et des formules du pouvoir républicain.

Que faut-il à la Révolution Espagnole pour triompher ? Un *parti*, des *Soviets*. Ces derniers, qui constituent la forme gouvernementale la plus évoluée au point de vue démocratique, l'unique forme possible d'un pouvoir réellement révolutionnaire, sont aussi une arme essentielle du prolétariat et des classes laborieuses dans l'organisation de la lutte pour le triomphe de la Révolution.

La question de la réorganisation du parti communiste, fort de l'appui des ouvriers, et hardi dans l'action, se pose dans toute son urgence. Seule la classe ouvrière, déliée de toutes attaches économiques avec le passé et possédant déjà une longue tradition de luttes héroïques, peut dégager le mouvement de l'impasse, le diriger, grouper sur un programme précis et radical l'ensemble des travailleurs des champs et des artisans des villes et débordant les réactionnaires ou confusionnistes, rejeter loin en arrière les coquilles brisées du radicalisme bourgois, qui compriment aujourd'hui le développement révolutionnaire, seule la classe ouvrière peut, par un bouleversement de tous les rapports sociaux et politiques actuels de l'Espagne, trancher définitivement les questions agraire, nationale, et d'organisation économique qui se posent avec une telle acuité au gouvernement provisoire impuissant à les résoudre. L'organisation du parti communiste est donc le problème de l'heure présente, la condition *sine qua non*, du développement ultérieur de la Révolution, car à l'heure actuelle il n'en existe qu'un embryon.

Les différentes fractions républicaines, y compris les plus à gauche (parti radical-socialiste d'Espagne) sont d'avance et congénitalement frappées d'impuissance. En Espagne, plus encore que dans la France de 48 et dans la Russie de mars 17, le bloc « démocratique » est totalement lié et soumis à la bourgeoisie nationale, dont il sert au mieux les intérêts; impuissant dans sa base par l'hésitation et les fausses manœuvres qui déterminent des perspectives et des mots d'ordre de duperie, il est essentiellement bourgeois, pourri d'intrigue et de corruption dans son sommet et ses cadres. Le gouvernement de Zamora nous en donne déjà une preuve suffisante: à peine parvenu au pouvoir, il conserve intact l'appareil militaire et policier forgé par l'ancien régime et s'en fait un instrument de sauvegarde contre ceux-là même qu'il prétend représenter. La République aura ses flics (ceux de Primo de Rivera), armés de solides batons et prêts à casser la tête aux ouvriers, mais ils seront vêtus de rouge. Des flics rouges... n'est-ce pas là l'image symbolique de cette démocratie, dont le fard démagogique ne réussit pas à cacher sa face grimaçante et rongée par la servilité, la tromperie et l'intrigue. La bourgeoisie internationale ne s'y trompe pas lorsqu'elle nous déclare par l'organe de la *Journée Industrielle* que les temps du Jacobinisme sont à jamais révolus et que Zamora incarnera bien plutôt Kerensky que Robespierre.

C'est donc entièrement au communisme et à lui seul qu'incombe l'énorme responsabilité de libérer l'Espagne du servage semi-féodal et de l'exploitation capitaliste. C'est à l'opposition de gauche, qui, là comme ailleurs, constitue l'aile marxiste de l'Internationale, que revient la tâche de reconstituer le parti communiste aujourd'hui à peu près inexistant, c'est-à-dire de fixer les perspectives et d'élaborer les mots d'ordre de la Révolution, suppléant ainsi à l'insuffisance ou plutôt à la nullité du parti officiel. La Révolution ne triomphera en Espagne que si les communistes vont hardiment de l'avant, s'ils brisent tous les obstacles qui leur barreront la route, s'ils font leur et se pénètrent entièrement de la formule historique qui convient tant aux révolutions : « De l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace. » L'opposition, en faisant montre d'initiative, en imprimant au mouvement des masses un caractère prolétarien supérieur, n'ira nullement à l'encontre de son but, qui est et reste le redressement de l'Internationale. Bien au contraire, le redressement du P. C. espagnol se pose à nous comme le ralliement de toutes les forces communistes, exclues ou non, autour d'une plateforme concrète de la gauche, comme l'entraînement de la base du parti dans des actions communes, comme le regroupement de cette base autour de notre propre drapeau, qui est celui des quatre premiers Congrès de l'I. C.

DIMANCHE 26 AVRIL à 15 heures
Salle d'Artagnan, 52, boulevard Magenta

Assemblée Publique de Discussion

La révolution Espagnole et les tâches des communistes

Les lecteurs de la « Vérité » sont invités à venir nombreux.

DEVANT LA RÉPUBLIQUE BOURGEOISE

La situation du P. C. Espagnol

L'*Humanité* et son feuilletoniste international Gabriel Péri s'efforcent de déformer, de maquiller le rôle des communistes dans le développement de la révolution espagnole. Ils n'y parviendront pas. Nous rétablirons les faits.

Péri et ses semblables sont directement responsables de la situation piteuse du communisme espagnol. Le petit parti, naufragé naguère par Barodine avant que celui-ci n'aille se faire l'agent du Kuomintang en Chine, fut réduit à rien. Dix fonctionnaires se disputaient les places rétribuées, les organisations locales étaient dispersées, aucun journal ne paraissait.

Des noyaux d'*oppositionnels de gauche* entreprirent de ranimer le parti, de faire vivre des groupes locaux, de les éduquer, non avec le stalinisme, mais grâce au marxisme-révolutionnaire.

Au moment de la chute de De Rivera, tous les camarades émigrés rentrèrent en Espagne. Ils entreprirent activement le travail. Ils furent traqués par la police de Bérenguer. Des dizaines de nos camarades, les meilleurs militants communistes espagnols, furent emprisonnés.

Tous les lecteurs de la *Vérité* ont été tenus au courant des persécutions de la bourgeoisie contre nos camarades, alors que l'*Humanité* se taisait honteusement

L'Espagne n'intéressait pas les bureaucrates staliniens. Nous reproduirons inlassablement les paroles prononcées en février 1930 par Manouilsky au C. E. de l'I. C. : « *Les mouvements de cet ordre (le processus révolutionnaire en Espagne) défilent sur l'écran historique comme un simple épisode qui ne laisse pas de trace profonde dans l'esprit des masses travailleuses, ils n'enrichissent pas leur expérience de la lutte de classes. Une grève partielle peut avoir pour la classe ouvrière internationale une importance plus suggestive que telle « révolution », genre espagnol qui s'effectue sans que le P. C. et le prolétariat y exercent leur rôle dirigeant.* »

Nous mettons l'*Huma* au défi de reproduire et de commenter ce discours honteux. Tous les mensonges et les calomnies de Péri contre les « trotskystes » n'y changeront rien !

L'I. C. et ses Péri n'ont rien compris aux événements d'Espagne. L'opposition de gauche, elle, a depuis plus d'un an apporté des perspectives justes, prévu les événements, préparé ses militants et les organisations du parti aux événements actuels.

A ce moment-là, le parti ne s'occupait pas d'envoyer des délégations tintammaresques en Espagne, avec Doriot, spécialiste en questions nationales et incompétent en toutes questions. Il ignorait qu'il fallait *préparer la révolution prolétarienne en Espagne.*

Voilà pourquoi aujourd'hui le P. C. espagnol est si faible. Et voilà aussi pourquoi l'opposition est politiquement plus forte que la direction stalinienne.

Le P. C. n'existe pas comme un organisme unique centralisé. Il est composé actuellement de toute une série de fédérations, numériquement très faibles, et dispersées. Depuis un an l'opposition a demandé la tenue d'un congrès de reconstruction du P. C., avec la participation des oppositionnels. Les staliniens s'y sont toujours refusés.

Mais les Comités de base du Parti ont réagi contre cette politique : des Fédérations entières sont restées groupées autour des militants, d'autres ont accueilli ouvertement les groupements oppositionnels (comme à Valence).

Partout l'opposition a offert l'action commune aux dirigeants du parti. En certains endroits les militants locaux ont accepté et ont mené la bataille ensemble.

En Catalogne, *c'est-à-dire dans la région décisive de l'Espagne*, le P. C. est inexistant. A Barcelone, ville industrielle, le P. C. a recueilli 175 voix ! L'opposition existe sous forme de la Fédération Catalane qui est le seul groupement ouvrier communiste de Catalogne. La Fédération groupe plusieurs centaines de membres. Nos camarades, dont A. Nin, travaillent dans cette fédération, qui ne se place pas entièrement sur la plate-forme internationale de l'opposition de gauche, mais qui constitue le véritable noyau prolétarien communiste.

Pour l'agitation électorale, la Fédération a publiquement offert aux dirigeants du parti l'action commune. Les bureaucrates staliniens, jaloux de régner sur le néant, ont refusé. Les résultats électoraux ont montré à qui va la confiance des ouvriers : *La Fédération oppositionnelle a obtenu 5.000 voix et le parti 175* ! On comprend maintenant le sens des injures de Péri, et l'absence totale de précision dans ses articles boulevardiers.

A Valence, les résultats ont été les suivants : le parti recueille 113 voix. Sur ce nombre notre camarade Soriano, militant oppositionnel, en recueille 62, c'est-à-dire plus de la moitié.

Nous publierons prochainement des renseignements plus complets et s'entendant à toutes les autres villes d'Espagne.

Nous démasquerons les mensonges de Péri et de l'*Humanité*.

EN ITALIE

Les répercussions de la Révolution Espagnole

Tout mouvement, qu'il s'agisse de grèves pour la défense des salaires en France, de la lutte contre le fascisme en Allemagne, ou des développements révolutionnaires de la situation en Chine ou en Espagne,sert à vérifier la justesse des analyses et des prévisions politiques de l'Opposition de gauche internationale. C'est maintenant le tour de la révolution espagnole que tout prolétaire, tout communiste, doit passionnément et attentivement suivre et étudier. Sa portée internationale immense acquiert une valeur toute particulière pour nous, communistes et prolétaires italiens.

On sait comment les dirigeants de l'internationale voyaient la situation espagnole après la chute de Primo de Rivera. « *Les événements d'Espagne — prophétisait Manouilsky — ont une importance moindre que n'importe quel des mouvements économiques le plus petit.* »

(Suite page 2)

A la veille de l'Exposition Coloniale

L'Exposition Coloniale Internationale vient, une fois de plus témoigner du caractère odieux de la colonisation française.

Ce que recouvre la « mission civilisatrice » invoquée par la bourgeoisie française est bien connu.

Il est clair que la colonisation n'a qu'un motif : l'intérêt. Paul Reynaud, le ministre des Colonies de Laval, s'est chargé de nous le prouver dans un interview donné au *Journal*.

Dans sa déclaration le porte-parole de la bourgeoisie française a dit en substance que la mère-patrie doit se servir plus rationnellement de ses colonies pour traverser la crise actuelle et que l'intégration plus étroite des colonies à la métropole ferait de la France capitaliste une puissance économique capable de concurrencer les pays économiquement les plus forts à l'époque actuelle.

Quest-ce que cela veut dire ? sinon que l'impérialisme français est décidé à se maintenir plus que jamais dans les colonies maintenant que celles-ci représentent pour lui un intérêt vital.

Le masque hypocrite est tombé. La figure hideuse du colonisateur apparaît dans son expression la plus résolue : sa rapine.

Cependant que la plus cruelle répression ensanglante l'Indochine, que les vaillants révolutionnaires annamites tombent par centaines dans de puissantes manifestations de masses, que les révolutionnaires et, avant tout, les militants du jeune parti communiste indochinois subissent dans les pénitenciers les tortures les plus barbares, les plus inhumaines, l'impérialisme français va inaugurer dans quelques jours, au bois de Vincennes, l'Exposition Coloniale pour glorifier son œuvre civilisatrice.

Nous reviendrons plus longuement sur les causes de l'Exposition Coloniale, sur les possibilités qu'entrevoit la bourgeoisie française de résoudre momentanément la crise actuelle au détriment des populations coloniales. Pour le moment notons deux choses : les produits exposés (houille, caoutchouc, minerais, soieries) ne sont obtenus par les bandits Homberg, Fontaine et autres qu'au prix d'une exploitation inouïe de la classe laborieuse indochinoise. Des dizaines de milliers de prolétaires sont tombés victimes de la faim. Les punitions corporelles et parfois même des exécutions sommaires dans les mines et les plantations. Ces produits portent la marque indélébile de toutes les souffrances endurées par les travailleurs indochinois, qu'une misère systématiquement organisée par les exploiteurs réduit à une famine permanente.

D'autre part, l'Exposition révèle crûment la collusion de la bourgeoisie annamite avec la bourgeoisie de la métropole. *La Tribune Indochinoise*, organe des constitutionnalistes, c'est-à-dire les propriétaires terriens et les bourgeois, ne cesse de glorifier l'Exposition Coloniale. Dans son numéro du 27 février, elle conclut qu'elle est *une leçon d'humanité*.

Ces deux leçons sont assez nettes pour établir le caractère de classe de l'Exposition Coloniale Internationale.

Elles démentent catégoriquement l'affirmation du 5e Congrès de l'I. C. selon laquelle *l'oppression impérialiste crée un certain potentiel révolutionnaire à la bourgeoisie des colonies.*

Elles montrent clairement que dans la révolution indochinoise la lutte contre l'impérialisme étranger et la lutte contre la bourgeoisie indigène ne sont pas des étapes distinctes.

Elles montrent enfin que le prolétariat de la métropole a le devoir de lutter par tous les moyens contre la glorification de l'exploitation de classe que constitue l'Exposition Coloniale. En le faisant, il luttera contre son propre capitalisme et il soutiendra effectivement ses frères de classe d'Indochine.

Massacres en Indochine arrestations à Paris

La bourgeoisie se prépare à inaugurer l'Exposition de l'exploitation coloniale. Non pas de l'exploitation florissante de la période de prospérité comme il était d'abord prévu. Mais de l'exploitation âprement accrue par les coups de la crise qui rejette la France de ses marchés extérieurs et qui bouleverse la vente des produits agricoles coloniaux.

A quelques jours de l'inauguration, la fusillade de la légion étrangère cause des pertes sensibles, dit le communiqué du négrier qui fait l'intérim de Pasquier, à des formations communistes armées *dans la province de Hatinh. C'est encore dans le Nord Annam le massacre ignominieux, gloire des guerres coloniales, des milliers de paysans que l'exploitation sans merci et la ruine ont réduit à la famine, des milliers de paysans que les « dragonnades » et les « épurations » n'ont pas réduit à la soumission. Nord Annam, Cochinchine, Tonkin, les millions de paysans pressurés et ruinés, de travailleurs surexploités de l'Indochine martyre mènent depuis un an la lutte héroïque que le parti communiste peut seul conduire à la victoire s'il peut développer leur unité politique, en diriger la stratégie à la ville et à la campagne et recevoir le soutien actif des communistes de la métropole.*

(Suite page 2)

POUR LE PREMIER MAI

Imposons le front unique

Le premier mai prochain s'inscrit dans une situation exceptionnelle.

Les premiers mois de l'année 1931 sont des mois de crise aigüe, de chômage croissant, de misère et d'offensive patronale. Une vague de mécontentement profond englobant des millions et des millions de victimes, menace de rompre l'équilibre et de balayer les profiteurs du régime.

Déjà en Espagne, le sommet le plus pourri de ce régime : la monarchie, est tombée sous les coups des masses populaires en ouvrant la voie vers la libération totale des masses travailleuses, vers la révolution socialiste : La révolution espagnole peut être comme jadis la révolution de février en Russie, la première étincelle de ce grand brasier qui mettra le feu sur l'Europe capitaliste entière.

En France, le premier mai prochain doit aussi marquer la différence avec les années précédentes. Après les années de prospérité, voilà que le régime bourgeois se montre dans toute sa nudité avec ses tares et ses conséquences : misère, chômage, répression, corruption, etc... La classe ouvrière française ne peut pas rester indifférente. Une partie d'elle-même, la plus exploitée, les mineurs, se sont battus et ont été vaincus, grâce à la trahison réformiste. L'attaque contre les salaires des mineurs était seulement un prélude vers l'offensive générale du capitalisme contre le niveau de vie de la classe ouvrière tout entière. Déjà les textiles sont menacés et les autres corporations vont suivre. De la riposte ouvrière du premier mai dépendra le développement de l'attaque patronale.

La crise économique, la concurrence acharnée sur le marché mondial obligent les capitalistes français à se tourner de plus en plus vers les colonies. D'où, le battage criard autour de l'Exposition coloniale et la répression renforcée dans les colonies. A Paris, on prépare un spectacle mensonger de la civilisation française, là-bas dans les colonies, dans l'Indochine, au nom de cette civilisation des centaines de prolétaires et intellectuels sont décapités; des milliers sont arrêtés et déportés, des villages entiers sont brûlés et détruits. Il n'est pas possible que le prolétariat français reste inerte. Il faut que son sentiment de solidarité avec ses frères coloniaux se manifeste le premier mai, jour de solidarité internationale

***

La situation objective se prête à donner au premier mai 1931 un caractère de démonstration monstre; mais cela ne suffit pas pour que cette démonstration soit réussie. Il s'agit de la préparer pour faire de cette journée, **la journée de grève générale et manifestations de masses dans la rue, devant les mairies et sièges des pouvoirs publics.**

Pour pouvoir réaliser tout cela, la seule tactique possible, c'est la tactique du **front unique** que les organisations révolutionnaires, le Parti communiste et la C.G.T.U. doivent proposer à toutes les autres organisations qui se réclament de la classe ouvrière.

Sous les coups de la crise économique et de la poussée révolutionnaire des masses la C.G.T. réformiste et l'I.S.O. ont édité un manifeste plein de mots d'ordre radicaux qui sont susceptibles de toucher les larges masses travailleuses. Il y a dans ce manifeste des demandes d'une semaine de travail de trois jours sans diminution de salaires, indemnité pour les chômeurs partiels et totaux, assurance chômage, etc... Il y a l'appel de résister à la diminution des salaires, à l'attaque générale du patronat. Nous les communistes, nous savons bien que ce manifeste est tout contraire aux véritables intentions des chefs réformistes qui dans la pratique de chaque jour trahissent ce programme; mais la majorité de la classe ouvrière organisée n'est pas encore convaincue de cela. D'autre part, le programme de la C.G.T.U. pour le 1er mai fait à la manière des centristes, incohérent, sans mots d'ordre clairs, noyé dans une phraséologie, risque de tomber dans une indifférence des masses comme tant d'appels ultérieurs de nos organisations révolutionnaires. La tactique préconisée par la C.E. de la C.G.T.U.: « En aucun cas les manifestations du 1er mai ne peuvent prendre l'aspect de cortège commun avec les organisations confédérées » est tout simplement imbécile et criminelle. Au moment où une poussée vers l'unité existe dans la classe ouvrière et où les ouvriers confédérés sont plus prêts que jamais de fraterniser avec les unitaires.

***

Dans le peu de temps qui reste pour la préparation de la journée du premier mai, il faut rapidement changer la tactique et faire le maximum pour réparer les fautes commises. L'opposition communiste de gauche demande du P.C. et à la C.G.T.U. de prendre l'initiative de faire de la journée du premier mai une véritable journée révolutionnaire des masses en France. La C.G.T.U. doit proposer à la C.G.T. des manifestations communes où la liberté de parole sera assurée aux orateurs des diverses organisations. Dans ces manifestations communes les communistes auront la possibilité de développer leur programme **tout entier** devant des centaines de milliers d'ouvriers. Un appel à la grève générale appuyé par les deux centrales syndicales aura une répercussion dix fois plus grande et entraînerait les éléments hésitants, les étrangers, les coloniaux, etc... Il empêcherait les chefs de beaucoup d'organisations de se défiler de leurs devoirs comme les autres années sous le prétexte des divisions de la classe ouvrière.

Si les bureaucrates de la centrale syndicale réformiste rejettent les propositions unitaires, le front unqiue doit se réaliser dans chaque localité, à la base de chaque syndicat et la parole communiste doit être partout diffusée.

Dans le Nord, où les dernières luttes des mineurs et l'attaque contre les textiles qui se prépare, créent des sentiments de solidarité dans tous les milieux ouvriers sans distinction, le premier mai doit être plus puissant que jamais. Les syndicats unitaires et le P.C. sont faibles dans cette région industrielle. Il faut assurer le bon développement des luttes futures que le front unique se réalise là-bas. Il faut pouvoir parler aux ouvriers confédérés et leur faire tirer les leçons de la dernière grève et leur indiquer le chemin à suivre à l'avenir. C'est au premier mai que la meilleure occasion se présente pour entrer parmi les masses d'ouvriers confédérés et inorganisés dans le Nord et par la parole communiste donner à ce jour son véritable caractère de préparation des luttes de l'avenir.

Laisser les ouvriers confédérés à leurs chefs, laisser les Salengro, les Boncour et les Lebas se promener à la tête des cortèges ouvriers avec les bannières rouges, sans qu'une voix communiste puisse les démasquer devant ces ouvriers mêmes et se contenter des quelques centaines de communistes convaincus et sympathisants serait un crime devant la classe ouvrière tout entière.

L'opposition communiste met une fois de plus la direction centriste devant des propositions concrètes pour le premier mai. Nous savons d'avance la réponse injurieuse que ces propositions trouveront de la part des centristes. Pourtant nous les porterons devant la baseu du Parti, devant les adhérents de la C.G.T.U. et devant les larges masses ouvrières et nous lutterons pour les faire accepter. Dans le jour même du premier mai, nous serons au côté du Parti et de la C.G.T.U. et nous appelerons tous les ouvriers à manifester avec eux sur ces mots d'ordre. Nous tâcherons de porter la parole communiste devant les ouvriers confédérés et inorganisés pour démasquer les chefs réformistes et réaliser le premier mai de lutte de toute la classe ouvrière contre la bourgeoisie.

LA RÉPRESSION

Treint condamné

Dans la semaine écoulée, les tribunaux bourgeois n'ont pas chômé.

Des militants grévistes de Courmilly emprisonnés, de lourdes peines pour de jeunes camarades de l'AvantGarde, un régime de liberté surveillée pour les Indochinois de Paris.

Hier, c'est la peine infligée à Treint, que la Cour d'appel confirmait.

Le camarade Treint a comparu devant la Cour d'appel, 10e Chambre, le mercredi 22 avril. L'opposition qu'il avait formulée contre un arrêt antérieur a été déclaré irrecevable et sa condamnation à 8 mois de prison et 1.000 francs d'amende a été confirmée. Treint s'est pourvu en cassation.

Lors de la discussion sur l'amnistie, la Commission de Législation de la Chambre s'est prononcée contre l'amnistie par voie légale des condamnations prononcées en vertu des lois scélérates, mais elle a déclaré qu'en fait ces condamnations ne seraient pas exécutées lorsqu'elles se rapporteraient à des faits antérieurs à 1925. Le ministre questionné a pris un engagement dans ce sens.

En vertu de cet engagement, le camarade Treint ainsi que tous les camarades révolutionnaires qui se trouvent dans le même cas ne devraient pas effectuer leurs condamnations si les promesses ministérielles étaient tenues.

Mais les promesses ministérielles valent ce que vaut le rapport des forces des classes en présence.

Les promesses ministérielles seront tenues si l'action prolétarienne est assez forte pour l'obtenir.

Le parti se doit de saisir le cas Treint pour agir dans ce sens, d'autant plus que ce camarade a été poursuivi pour un article écrit au nom du parti et alors qu'il était leader du parti.

Il ne faut pas se borner à réclamer un morceau d'amnistie ; il faut viser à arracher l'amnistie pleine et entière pour toutes les victimes de la répression capitaliste.

La lutte pour l'amnistie elle-même doit être menée comme partie intégrante de la lutte de classe. Et le succès dépend de la justesse de la politique, c'est-à-dire en définitive du redressement politique auquel travaille l'opposition de gauche.

DECLARATION DE TREINT

Traduit devant la justice bourgeoise, je saisis précisément cette occasion pour répéter que nous luttons contre la fraction Staline exactement dans la mesure où sa fausse politique donne prise plus facile aux ennemis de la Révolution.

En octobre 1923, l'Allemagne était en pleine situation révolutionnaire.

Envisageant l'attaque probable de l'impérialisme français contre la future révolution allemande, j'écrivais dans l'*Humanité* qu'alors c'est par milliers que se lèveraient de nouveaux Marty se refusant à diriger leurs armes contre une révolution ouvrière.

Poursuivi pour cet article en vertu des lois scélérates, je comparais une fois de plus devant la magistrature de la classe ennemie.

Fidèle à ma classe et au communisme, je n'ai pas changé depuis le temps où, leader du parti, j'écrivais l'article incriminé. C'est pour demeurer fidèle au communisme que je suis devenu oppositionnel de gauche. Il n'y a qu'une guerre légitime : c'est la guerre de libération que mènent les exploités contre leurs exploiteurs ; et cette guerre-là, dans sa période décisive, s'appelle révolution.

Aujourd'hui comme hier, je suis pleinement et sans réserve pour la défense de toute révolution ouvrière et, en particulier, pour la défense de la révolution russe. Je combats la fraction Staline, précisément parce que la politique stalinienne met en danger la révolution russe et le mouvement révolutionnaire mondial.

Si j'avais proclamé qu'un soldat français ne doit jamais porter les armes contre l'Angleterre de Baldwin et de Mac Donald, je

Dans l'Internationale

ne serais évidemment pas poursuivi par la justice bourgeoise, car, dans la situation actuelle, la France capitaliste ne songe nullement à la guerre contre l'Angleterre capitaliste. Si la bourgeoisie française me poursuit encore aujourd'hui pour avoir proclamé, en 1923, qu'un ouvrier ne doit jamais porter les armes contre une révolution ouvrière, c'est une preuve de plus qu'elle prépare l'agression armée contre la seule révolution ouvrière actuellement existante, contre la révolution russe.

Les bourgeois allemands, autrefois, à Mayence par exemple, refusèrent de porter les armes contre la Révolution française, en laquelle ils reconnaissaient leur révolution internationale de classe ; et ils livraient leurs villes à l'armée révolutionnaire de la bourgeoisie française.

Le droit historique à la révolution que la bourgeoisie, il y a un siècle et demi, a commencé à exercer contre l'oppression du vieux monde monarchique et féodal, le prolétariat entend aujourd'hui l'exercer contre ses oppresseurs bourgeois.

Pour avoir proclamé cela, j'ai été, en 1923, traduit avec les autres dirigeants du parti et de la C. G. T. U. devant la Haute-Cour. A ce moment, la Russie soviétique et l'Internationale communiste étaient en pleine montée ; et le Sénat, au nom de la bourgeoisie tenue en respect, fut contraint d'ordonner un non-lieu. Si, aujourd'hui, la répression s'abat davantage sur les militants communistes, y compris les oppositionnels de gauche, c'est parce que la Russie soviétique et l'Internationale communiste se sont affaiblies et, avec elles, le mouvement révolutionnaire mondial.

Je suis poursuivi pour avoir lutté contre une guerre d'agression contre-révolutionnaire. Et, cependant, le pacte Kellogg, signé par la France, interdit toute guerre d'agression. C'est une preuve de plus que le pacte Kellogg n'est qu'un voile pacifiste jeté sur la préparation à la guerre en général et à la guerre contre-révolutionnaire en particulier. Le devoir révolutionnaire, ce n'est pas de signer le pacte Kellogg, mais de le dénoncer ; et, cependant, le Gouvernement stalinien l'a signé, jetant ainsi le trouble dans la conscience des ouvriers du monde entier.

Les poursuites dirigées contre moi, ainsi que contre de nombreux autres militants comunistes, ont été commencées ou continuées alors que Raoul Péret, le ministre de la Justice concussionnaire, était en fonctions. Elles sont reprises sous le ministère Laval, c'est-à-dire sous un second ministère Tardieu délesté de ses éléments les plus ouvertement et les plus actuellement compromis.

Qu'un ministre bourgeois concussionnaire, emplissant ses poches chez le banquier véreux Oustric, pourchasse les communistes, ce n'est pas là une circonstance fortuite : c'est une illustration générale de cette vérité que la bourgeoisie, pour dépouiller la classe ouvrière et profiter tranquillement, a besoin de frapper l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

Face à la bourgeoisie, face à ses tribunaux, face à ses ministres pourris, rien ne nous empêchera, comme ouvriers révolutionnaires et comme anciens combattants, de combattre par tous les moyens la guerre impérialiste et de défendre jusqu'au bout le mouvement révolutionnaire mondial et la Révolution russe.

Albert Treint

LA VÉRITÉ
45, boulevard de la Villette, 45
PARIS — X^e^
ABONNEMENTS :
France et Colonies :
6 mois : 13 fr. — 1 an : 25 fr.
Abonnement à l'essai : 3 mois : 5 fr.
Etranger :
6 mois : 20 fr. — 1 an : 35 fr.
(Chèque postal : P. Frank 136-855

EN ITALIE

Les répercussions de la Révolution Espagnole

(*Suite de la page 1*)

D'après nos bureaucrates italiens, fidèles à la doctrine du « social-fascisme » et de la troisième période », la chute de De Rivera était le signe indiquant qu' « en Espagne on allait désormais vers un renforcement de la dictature fasciste » (Discours d'Ercoli au fameux Comité Central de mars 1930). C'est un fait que, eux aussi, les événements espagnols marchent dans le sens inverse des schémas de nos directions officielles et mettent à nu une fois de plus leur indigence théorique et politique, ainsi que le grave danger que cette indigence constitue pour l'avenir du mouvement révolutionnaire. Seule l'Opposition internationale, seuls les « renégats trotzkystes » se sont efforcés de placer devant la classe ouvrière du monde entier, à la manière bolchevique, et en temps voulu, les problèmes de la révolution espagnole, et d'y apporter les justes solutions prolétariennes.

On n'arrivera à « un renforcement de la dictature fasciste » en Espagne, ou, plus exactement, à une véritable dictature fasciste, que si son arme suprême de guide et de lutte, le Parti communiste qui doit le conduire à l'instauration de sa propre dictature, seul moyen capable de garantir les conquêtes révolutionnaires et la satisfaction de tous les besoins du peuple espagnol vient à manquer au prolétariat espagnol. *Assurer au prolétariat espagnol le Parti qui le dirige.* Voilà la tâche formidable qui incombe surtout à nos camarades de l'Opposition de gauche. Tandis que les calomniateurs des « trotzkystes », en empêchant la création d'un fort Parti communiste espagnol capable de grouper autour de lui toutes les couches décisives des masses travailleuses des villes et des campagnes, ne font en vérité que laisser la voie libre aux « social-fascistes », c'est-à-dire ne font que préparer la défaite de la classe ouvrière, et, par suite, le triomphe du véritable fascisme.

Les développements de la révolution en Espagne auront des répercussions inévitables et directes dans la situation italienne. Dans l'état actuel de l'enfantement de la révolution espagnole, on peut prévoir deux ordres de ces répercussions : *positives* les unes, *négatives* les autres.

Positives : Il est hors de doute que la fin du règne d'Alphonse XIII, suivie par l'instauration de la République espagnole, aura sur les masses italiennes un effet très grand. Le réveil qui se manifeste depuis quelque temps dans les masses travailleuses et dans les couches moyennes de la population italienne sous la pression de la grave crise économique, ne manquera pas de recevoir des événements espagnols une impulsion nouvelle de lutte contre le fascisme. Par son régime exceptionnel, grâce au contrôle et au monopole de toute la presse, le fascisme a réussi à dresser autour des masses italiennes une haute muraille les isolant du restant du monde. Les événements espagnols, se frayant brusquement une brèche dans cette muraille, font pénétrer dans la prison italienne un souffle nouveau, ouvrent les âmes à l'espoir, répandent partout l'idée et la certitude d'un changement. La sensation d'instabilité du régime mussolinien et de la monarchie s'empare même des couches les plus arriérées. D'autre part, les signes d'incertitude qui se sont manifestés à plusieurs occasions parmi les classes dirigeantes elles-mêmes, ne pourront que s'accentuer parallèlement à la tendance des couches petites-bourgeoises jadis adhérentes au régime, à se détacher de lui.

La presse fasciste cherche à neutraliser l'influence des événements espagnols sur les masses italiennes en opposant la « force » de l'Etat fasciste centralisé, à la monarchie d'Alphonse XIII déchirée par ses contradictions intérieures, ayant leur origine dans la structure économique et politique particulière de la Péninsule ibérique et surtout dans les survivances du passé. Certes, la dictature mussolinienne n'est pas la dictature de Primo de Rivera. Les conditions historiques dans lesquelles la dictature des chemises noires est née en Italie sont tout autres que celles dont est sortie la dictature de De Rivera et qui aujourd'hui ont amené à la République d'Alcala Zamora. Ces conditions différentes ont été clairement analysées dans l'étude parue au mois de janvier du cam. Trotzky sur la Révolution espagnole. La dictature mussolinienne est la dictature d'un capitalisme qui, bien que se développant en retard, a atteint les formes modernes d'organisation étatique des pays impérialistes. Mais, est-ce que cela peut garantir une stabilité plus grande au régime fasciste italien ? Le problème est toujours de savoir à quel point les contradictions propres d'un pays capitaliste sont mûres pour éclater ou non, pour créer ou non une situation révolutionnaire.

Or, comment se présente la situation en Italie ? La crise économique a atteint un tel degré de gravité que les classes dirigeantes elles-mêmes ne peuvent plus le cacher. Sous la pression des conséquences désastreuses de la crise, le mécontentement des masses populaires s'élargit et s'approfondit toujours davantage. Seul le manque d'organisation, de presse, l'état d'isolement où sont depuis longtemps les masses, permettent au fascisme de résister, de durer. Mais c'est justement à cause de cette situation que les événements espagnols, — malgré tous les efforts de la presse fasciste pour en atténuer la répercussion sur les masses italiennes, — acquièrent une grande importance : ils aident les masses à sortir de leur isolement et leur donnent la possibilité de se refléter dans les « masses espagnoles » qui manifestent dans les rues de Madrid et de Barcelone, et par suite, de reprendre confiance, de croire dans la rescousse.

Ces éléments, indéniablement positifs, sont, d'autre part, paralysés par les éléments *négatifs* que crée la « phase démocratique » actuelle de la Révolution espagnole. Beaucoup se diront : « La monarchie du roi Alphonse XIII en Espagne est tombée comme un fruit pourri. Ne se passera-t-il pas la même chose en Italie ? La monarchie et le fascisme tomberont comme des fruits pourris, quand personne ne les soutiendra plus. »

Le renforcement de l'illusion démocratique, d'une chute pacifique du fascisme, est le danger le plus grave à craindre de l'exemple espagnol dans la phase actuelle. Cette illusion de la possibilité d'une chute pacifique du fascisme en Italie est la plus dangereuse, car elle renforce la tendance à la passivité, conserve les masses dans l'attente d'une libération... par l'aile gauche de la bourgeoisie groupée dans la concentration antifasciste de Paris. Et ici encore nous devons rappeler et condamner la théorie poltronne de la direction officielle, d'après laquelle la [illegible]mocratie en Italie « ne pourra pas jouer le rôle de bourreau du prolétariat » ayant cessé d'avoir tout lien avec les masses. Au contraire, la « *socialdémocratie* », *comme on le voit en Espagne, apparait encore comme la force appelée à barrer la route à la révolution prolétarienne.* On ne peut pas lutter contre le fascisme sans régler ses comptes avec elle.

Le développement de la révolution espagnole est pour les prolétaires et les communistes italiens une école de stratégie et de tactique pour aboutir au renversement du fascisme et à l'instauration, non pas d'une République démocratique, mais de la République des Soviets, de la dictature du prolétariat.

FÉROCI.

P. S. — Cet article était déjà rédigé quand nous avons pris connaissance de la presse fasciste du 20 avril. Les événements espagnols y sont refoulés au dernier plan. Tous les journaux sont pleins de la harangue prononcée par Giurati, le secrétaire du parti fasciste. « Les bouleversements politiques qui se produisent dans d'autres pays n'ont pas la moindre résonnance en Italie », affirme Giurati dans un discours qui est toutefois, lui-même, un écho des événements d'Espagne. Combattre les « esprits chancelants », affirmer que « le *duce* est plus jeune, qu'au premier jour », que l'Italie « a un système de gouvernement qui est seul capable de prospérité et de grandeur » telle est la tâche des hommes du régime. Mais il faut croire que le nombre des « esprits chancelants » est devenu un phénomène de masse dans les rangs mêmes du fascisme, car le secrétaire du parti a informé que 126.124 mesures d'organisation avaient été prises, dont 56.738 cartes non renouvelées et 24.022 cartes suspendues ! — F.

Massacres en Indochine Arrestations à Paris

(*Suite de la 1^re^ page*)

A Paris même, la bourgeoisie est inquiète de réprimer maintenant toute velléité de résistance dans son empire colonial. Toute l'exposition sera vouée à retracer la gratitude filiale des colonies à la mère-patrie. Mais, quelques jours avant, la bourgeoisie dépêche sa police d'état — si habile à susciter des manifestations spontanées en faveur des rois chassés — pour faire le siège d'un café où trente étudiants et travailleurs annamites se sont réunis pour décider de l'action des exploités coloniaux. Nos trente camarades ont été arrêtés, emmenés au commissariat où la Sûreté s'assura de leur identité.

C'est en pleine période de lutte que s'ouvre l'Exposition de l'exploitation coloniale. Aux yeux des ouvriers, elle doit avoir sa signification de classe bien nette. C'est l'exposition du pillage colonial que la bourgeoisie entend maintenir à l'aide des baïonnettes de la Légion pour prolonger sa domination ébranlée. Les ouvriers sont sur l'autre front ; celui qui prolonge, qui doit soutenir les travailleurs de l'Indochine en lutte depuis un an. L'agitation héroïque des jeunes étudiants et travailleurs à Paris même, en butte aux coups des scélérats de la Sûreté, doit faire comprendre aux travailleurs de la métropole la nécessité de ne pas les laisser seuls dans la lutte. C'est à nos côtés mêmes, un rappel éclatant de l'effort mené avec leurs propres *forces par les exploités indochinois. Le prolétariat de la métropole a des forces puissantes ; il a un ennemi, l'impérialisme français, exploiteur métropolitain et colonial. L'arrestation des trente jeunes Indochinois isolés dans Paris doit être le signal de l'action solidaire des milliers de travailleurs de Paris et de la banlieue. Ce «coup de filet » impudent doit le réveiller. Aux prolétaires de la métropole d'agir.*

Depuis un an l'opposition appelle les communistes les plus décidés à soutenir son action dans le parti pour une activité véritable de solidarité révolutionnaire envers les exploités coloniaux. Depuis longtemps nous avons réclamé l'édition de littérature sur ces questions, des réunions d'information des rayons, des circulaires d'éducation pour que les militants du parti puissent mener dans le pays l'action nécessaire. A l'heure actuelle, le parti affaibli par des bureaucrates dirigeants a perdu de son allant et de son initiative. Cependant le parti communiste seul peut entraîner le prolétariat à prendre conscience de l'enjeu des luttes coloniales, de leur importance pour la cause prolétarienne, de la nécessité de soutenir activement nos frères de combat des colonies.

A l'Exposition Coloniale, manifestation de l'impérialisme, l'adversaire de classe, le prolétariat, doit opposer sa réponse. Le parti communiste doit l'y entraîner. Pour cela il est nécessaire de tenir dès maintenant des réunions de quartiers, d'usines, des réunions dans les petits centres et dans la banlieue ouvrière, d'éditer des tracts, de préparer pour les jours qui précéderont immédiatement l'Exposition un grand meeting central à Paris qui sera la grande réunion préparatoire à la manifestation nécessaire.

F. G.

EN GRÈCE

Les luttes ouvrières et la répression

La crise économique est fortement ressentie en Grèce. D'autant plus, la bourgeoisie grecque s'acharne contre la classe ouvrière, contre son avant-garde, et ses organisations de classe. C'est à cet effet que le gouvernement de Vénizélos a promulgué la loi anticommuniste. Une loi de censure vient d'être votée qui vise essentiellement la presse ouvrière. Le droit de grève a été interdit aux ouvriers municipaux et aux employés de l'Etat. Une loi de « mobilisation forcée » frappe les ouvriers boulangers et du transport.

A Athènes et au Pirée les ouvriers du transport ont riposté par la grève, qui a duré plusieurs jours. Les ouvriers boulangers de ces deux villes se sont mis récemment à leur tour en grève. Des bagarres sanglantes eurent lieu entre grévistes et la police.

Dans une réunion d'ouvriers boulangers en grève, qui s'est tenue dans la salle de la Bourse de Travail d'Athènes, ou près de 1.500 ouvriers étaient présents, des forces considérables de policiers et de soldats ont été envoyées pour dissoudre la réunion. Ce sont des agents de la Sûreté qui se sont introduits par force dans la Bourse de Travail, avec l'intention de faire évacuer la salle. Les grévistes ripostèrent à cette attaque de la police, en les jetant à la porte à coups de chaises et en s'enfermant dans la salle. Les pompiers qui ont été alertés, se mirent alors à arroser par les fenêtres les ouvriers enfermés. Finalement, après deux heures de lutte, à la sortie, où de nouvelles bagarres se sont produites, plus de 100 ouvriers ont été arrêtés, dont 19 étaient des membres et sympathisants de l'organisation bolchevik-léniniste. Conduits au poste de la police, nos camarades ont été sauvagement frappés. Le tribunal correctionnel les a condamnés pour infraction à la loi spéciale anti-communiste à diverses peines d'emprisonnement ; parmi eux, nos camarades Saccos et Xeinis se sont vus condamnés à plusieurs mois de prison dans le bagne de l'île d'Itzedine (Crète).

Les manifestations des chômeurs se renouvellent dans tout le pays. Dans les centres industriels de la Grèce, les chômeurs ont été organisés par les archiomarxistes, qui ont la direction de cette organisation, et qui est connue à Athènes sous le nom de « la commission de cinquante membres ».

Plus de 1.000 chômeurs étaient amassés le 9 avril devant l'Hôtel de Ville d'Athènes pour demander du secours de chômage, lorsque vers midi on leur déclara que la somme disposée pour les secours était épuisée et que l'on ne distribuerait plus rien ce jour-là. Les chômeurs appartenant à l'organisation de « la commission des 50 » protestèrent énergiquement. Aussitôt retentirent de la foule les appels :

Nous voulons du pain !
Nous avons faim !

En même temps, la police s'est mis à disperser la foule à coups de matraques. Une bagarre éclata dans laquelle 3 de nos camarades, Yanos, Papoutsakis et Faliréas ont été grièvement blessés. En outre, la police a arrêté sept archiomarxistes « comme auteurs de ces incidents ».

Comme on le sait, les camarades qui avaient fait paraître la revue « Archives du Marxisme », dans laquelle furent traduites pour la première fois en grec les principales œuvres marxistes et léninistes — furent exclus en 1922-23 du P.C.grec. Leurs divergences consistaient surtout sur la question qui était alors à l'ordre du jour dans toutes les sections de l'I. C. : la transformation des partis socialistes en vrais partis communistes. Les archiomarxistes qui se sont assimilés les enseignements d'organisation de Lénine et se basant sur l'expérience du Parti Bolchevik-Russe, luttaient pour une juste application des décisions prises dans les premiers Congrès de l'I. C. Tandis que les anciens dirigeants socialistes, devenus communistes, votaient en levant les deux mains toutes les résolutions de l'I. C., mais en vérité, ils ne les comprirent jamais. Ils les appliquèrent pourtant à leur façon, ce qui a donné comme résultat, non pas la naissance d'une organisation de révolutionnaires professionnels, qui devait avoir la direction du parti — telle que nous l'enseignait Lénine —, mais, d'une clique d'arrivistes et d'hommes sans principes, qui ne se souciaient d'autre chose que de garder leurs postes. Sous Staline, cette forme de direction bureaucratique des partis communistes est devenue la règle. Mais l'opposition combat partout cette bureaucratie dirigeante. Il faut remarquer que les archiomarxistes ont commencé de combattre la bureaucratie dès sa naissance dans le P.C. Grec, et furent exclus pour cela.

La lutte entre les archiomarxistes et le parti n'a pas été littéraire ou académique. Une fois hors du parti, les archiomarxistes se sont mis à former des communistes consciencieux. Mais non pas pour « jouir de leurs connaissances marxistes » dans des petits cercles, loin du mouvement ouvrier — comme certains le prétendent. Au contraire, ils ne se détachèrent jamais du mouvement ouvrier, d'où ils recrutèrent les meilleurs éléments prolétariens, qui a leur tour introduisaient les idées maxistes-léninistes dans le mouvement ouvrier, tout en combattant ses faussaires et déformateurs : les bureaucrates. Et sur cela il y a des preuves ineffaçables.

Ici nous allons toucher le point sur lequel nous avons le devoir d'attirer l'attention de toute l'opposition. Ce sont les méthodes criminelles dont se sert la bureaucratie stalinienne pour combattre les oppositionnels.

Les premières *victimes mortelles* de la bureaucratie stalinienne de la Grèce remontent à 1926-27. Notre camarade Elias Ghiorghopapadaos, ouvrier boulanger, a été tué le 26 décembe 1926, dans un guet-apens monté par un groupe de membres du parti. De même fut assassiné, vers la fin du mois de décembre 1927, le cordonnier Théodoror Ladas, par des stalinistes fanatiques. Tous les deux étaient des membres influents de l'organisation archiomarxiste. Le premier a été le principal organisateur de la section archiom. du Pirée. C'était un ouvrier avec une connaissance parfaite du marxisme ; combattit courageusement les dirigeants aventuristes du P. C. Grec, et gagna avec cela la haine de ces derniers, qui incitèrent et organisèrent l'attentat contre lui.

Le cordonnier Ladas a été un des meilleurs éléments prolétariens de la section d'Athènes. Il jouissait d'une grande confiance auprès des ouvriers cordonniers de son syndicat, qu'il éclaircissait, et par son influence avait évité la dissolution du syndicat, qui devenait la conséquence inévitable par le travail destructif que menait la fraction du parti.

Ces méthodes, néfastes pour le mouvement prolétarien, et inadmissibles pour des communistes, continuent d'être pratiquées par les bonzes staliniens de Grèce.

C'est ainsi que le mois passé, dans le village Limenario de Thassos, deux archiomarxistes, Morénitis et Cordélis, ont été attaqués par plusieurs membres du parti. Nos camarades se défendirent de leur mieux, le cordonnier Cordélis fut néanmoins gravement blessé par un coup de hache sur la tête. Cette colère des stalinistes envers nos camarades est due au fait qu'ils perdent du terrain devant les bolcheviks-léninistes dans le village; mais aussi, parce que ce dernier temps leur groupe sportif a été battu à plusieurs reprises par celui des archiomarxistes !

Mais voilà qu'ils s'attaquent aussi à nos camarades emprisonnés. Les camarades d'Athènes nous écrivent entre autre à ce sujet :

« Ajoutons que dans la prison de Syngrou, où se trouvent plusieurs de nos camarades, ils sont enfermés dans une cellule ; dans celle d'en face se trouvent également emprisonnés des membres du parti. Parmi ces derniers se trouvent les assassins de Ladas et Ghiorghopadakos. Chaque jour, nos camarades ont à prendre des précautions pour éviter toute rencontre avec ces éléments, qui aurait des résultats déplorables. Ces assassins visent notre camarade G. Veuillez en informer les camarades de l'étranger ».

A NOS LECTEURS

Nous devons laisser au marbre pour notre prochain numéro, différents articles, dont :

Un compte rendu du « Congrès d'août » de la R. P.

Les principaux extraits d'une lettre du camarade Baron, au sujet de notre communication à l'O. U. de la semaine écoulée, et notre réponse.

DANS LA LIGUE

Tribune de discussion

Le mouvement des mineurs et l'opposition de gauche

I

Les camarades qui assument en ce moment la direction de notre Ligue écrivent dans une résolution que « c'est dans la grève des mineurs que la Ligue est intervenue pour la première fois dans un conflit ouvrier ». Cette bêtise n'est destinée qu'à accréditer toute une légende ridicule sur « l'ancienne direction » qui « abritait une passivité continuelle derrière une critique systématique après l'action », qui « a donné sa mesure », etc... L'appareil centriste du parti est coutumier de ce genre de raisonnement inepte ; il abrite ses opérations bureaucratiques derrière le masque d'une « activité » toujours nouvelle, et recommence l'histoire du parti tous les six mois. Mais on ne peut pas transporter ces méthodes dans l'opposition...

La Ligue et la *Vérité* ne sont pas nées hier. Elles ont déjà une histoire, une expérience accumulée. Nous commencerons à en tirer les leçons, et nous ne nous arrêterons pas en chemin.

Par exemple chacun se souvient qu'au mois de juillet-août 1930, une grande grève souleva les ouvriers textiles du Nord contre le Consortium. Cette grève était entre les mains des syndicats réformistes. La direction de la Ligue sut parfaitement prendre position dans cette grève. Dans une série d'articles, d'appels et de propositions faites de concert avec le cam. Cornette, qui militait dans la grève, la *Vérité* développa le point de vue et la tactique de l'opposition de gauche. Et c'est justement le travail (insuffisant, certes) qui fut accompli à cette occasion, qui servit de base à l'activité de la Ligue dans la récente grève des mineurs.

Mais, que pensaient en août 1930 ceux qui s'imaginent que la Ligue « intervient maintenant pour la première fois dans un conflit ouvrier ? » Vers la fin de la grève du textile, alors que les métallurgistes et les textiles de Lille avaient repris le travail, alors qu'il était clair que la grève touchait à sa fin, et qu'après plus d'un mois de lutte sous la direction réformiste que les unitaires n'avaient pu entamer, il fallait s'orienter sur la rentrée, ces camarades exigèrent que la *Vérité* lance le mot d'ordre de l'*élargissement de la grève*, de la sortie à nouveau des ouvriers de Lille (alors que seuls ceux de Roubaix-Tourcoing restaient en grève), de la grève nationale, etc... Bien entendu ils nous accusaient à cette occasion, de passivité, d'incompréhension de notre rôle d'avant-garde, etc... c'est-à-dire de toutes les bêtises dont ils continuent à nous accuser.

Leur position à cette occasion s'éclaire par leur attitude actuelle. Ils ont été désapprouvés par la majorité en août 1930, alors qu'ils exigeaient que la *Vérité* lance le mot d'ordre d'élargissement de la grève au moment où celle-ci déclinait, et ils ont été désapprouvés encore en avril 1931, lorsqu'ils ont appelé les ouvriers à rentrer au travail, alors qu'il fallait aider au développement de la grève. Voilà les faits. Camarades Félix, Frank et autres, vous n'en sortirez pas par des affirmations... gratuites !

En réalité la grève des mineurs est un événement qui permet à la Ligue d'accélérer la différenciation politique dans ses rangs, elle permet de juger l'attitude de chaque membre de l'organisation sur les questions essentielles, le rôle de l'opposition, l'attitude vis-à-vis des syndicats, la caractéristique de la période actuelle, etc...

Dans son article sur « Les leçons de la grève », la rédaction a écrit la semaine dernière que la position de la Commission exécutive sur la dernière phase de la grève avait rencontré de « *fortes résistances* » dans les rangs de l'opposition. Quel langage pudique ! En réalité la C.E. a été *battue* par la grande majorité de la Ligue. Nous reviendrons plus loin sur la position adoptée par la région parisienne sur l'issue de la grève des mineurs. Mais le manque d'explications fournies par notre C. E. à ce sujet, l'insuffisance de l'article publié la semaine dernière sur « les leçons de la grève », nous obligent à revenir sur le sens de cet événement important.

II

Dans quelle période la grève des mineurs a-t-elle surgi ? Dans quelle phase de la lutte la classe ouvrière se trouve-t-elle actuellement engagée ? Dans l'ensemble il s'agit maintenant d'une période de crise économique du capitalisme, d'offensive acharnée et impitoyable du patronat, et — de défensive de la classe ouvrière.

Les mouvements systématiques, massifs, coordonnés, pour la réduction des salaires ont commencé en France seulement, il y a quelques mois. Aux Etats-Unis, en Allemagne, en Angleterre, ils ont commencé depuis plus longtemps. La bourgeoisie montre par là qu'elle n'envisage une possibilité de sortir de la crise actuelle que par un abaissement général du niveau de vie de la classe ouvrière, une diminution de la part — déjà maigre — du prolétariat dans le revenu national. Pour les petits paysans, producteurs individuels, artisans, cette part se réduit d'elle-même par l'effet de la dépression économique. Mais pour atteindre les salaires des prolétaires, le patronat est obligé d'engager une lutte brutale, une bataille comportant une tactique échelonnée sur une certaine durée.

L'attaque contre les mineurs est le premier engagement massif, dans la période de développement de la crise (1). Mais cet engagement a été précédé d'une bataille d'envergure qui a été comme le prélude aux combats actuels : c'est la grève du textile de juillet-août 1930. Cette grève dirigée contre le versement ouvrier pour les Assurances sociales qui entrait en vigueur, a coïncidé avec le moment où le capitalisme français a été frappé par la crise économique mondiale d'une façon décisive. La *Vérité* écrivait la semaine dernière, que la grève des mineurs a été « le premier grand mouvement défensif de la classe ouvrière ». C'est une double erreur.

Le premier grand mouvement de la classe ouvrière dans la nouvelle période d'instabilité capitaliste et d'offensive patronale a été la série de grèves de l'été 1930. Nos camarades ne l'auraient pas oublié s'ils ne faisaient si facilement abstraction de l'expérience passée. Ce mouvement de grèves revêtait une importance exceptionnelle parce qu'il mettait crûment en lumière l'attitude de trahison des réformistes, et l'incapacité profonde de la direction centriste du parti et de la C.G.T.U. à unir les masses en lutte. Il a montré que la classe ouvrière, malgré l'opium réformiste, malgré le découragement entraîné par la politique stalinienne de la C.G.T.U. ne laisserait pas l'attaque patronale contre le niveau de vie se dérouler sans lutte. Le versement ouvrier pour les A. S. équivalait à une diminution de salaires que les ouvriers n'ont pas acceptée.

Ensuite, la grève des mineurs n'a pas été un mouvement purement « défensif ».

La *défense* (ou l'attaque) caractérise une ligne stratégique développée sur une certaine durée de temps. La défensive est essentiellement une position stratégique (2).

Mais la réalisation d'une action concertée et généralisée de défense massive contre l'offensive des capitalistes ne peut se faire que grâce à une série d'opérations tactiques qui prennent inévitablement un caractère de réaction, de riposte, de contre-offensive. Or, la grève, *qui est un moment tactique de la lutte, est une action offensive.* C'est une lutte qui nécessite un état d'esprit et des méthodes d'action vigoureuses, décidées, combattives. *La ligne stratégique de toute une série de mouvements de grève peut être défensive en ce sens qu'il s'agit d'une riposte à une attaque déclarée des patrons. C'est le cas actuellement. Mais chaque grève, chaque combat particulier qui oppose les prolétaires à l'attaque capitaliste est une action de contre-offensive.* Ne pas comprendre cela amène à embrouiller la ligne stratégique, caractéristique des étapes essentielles qui mèneront à la prise du pouvoir est la conséquence de facteurs complexes, avec les combats partiels et en général toutes les opérations tactiques de lutte.

La direction centriste du parti emmèle désespérément les deux choses. La situation comporte évidemment des contradictions ; mais toute la tâche des communistes consiste justement à débrouiller ces contradictions, à aiguiller, à orienter le prolétariat, ses organisations syndicales et politiques, en utilisant la situation selon son développement contradictoire. Nous disons que la situation actuelle oblige le prolétariat à une attitude défensive. Cela résulte de plusieurs constatations de fait :

1° Les capitalistes attaquent la classe ouvrière selon un plan calculé à une longue échéance, à la fois dans son salaire et dans sa liberté d'expression (réunions, manifestations, presse etc...).

2° L'aile révolutionnaire, communiste, du prolétariat, affaiblie par la fausse orientation stratégique de sa direction (particulièrement durant la « troisième période » qui devait être la préparation directe de la prise du pouvoir) doit reconstituer ses forces, vérifier sa tactique, grouper une majorité de la classe ouvrière, établir les bases d'une vigoureuse riposte — jusqu'à un tournant plus favorable de la situation.

C'est en ce sens que l'attitude du prolétariat est « défensive ». Mais cette défense elle-même se traduit sur de multiples terrains. Les grèves économiques ont presque toutes le caractère de résistances à des diminutions de salaires. C'était le cas pour les textiles en août 1930, c'est le cas pour les mineurs, et ce sera le cas maintenant dans toutes les principales batailles (le mécontentement renait et dure chez les mineurs, dans le textile, etc...). Cela n'exclut pas la possibilité de lutter dans certaines régions ou branches d'industrie pour un rajustement ou une augmentation de salaires.

Les staliniens confondent deux lignes stratégiques. Par exemple, au C.C.N. de la C.G.T.U. Midol dit : « Aussi posons-nous pour le 1^er^ mai deux mots d'ordres précis : Pas un sou de diminution ! Pas une minute de travail en plus ! Nous y ajoutons des mots d'ordre offensifs : pour l'augmentation des salaires ! Pour la journée de 7 heures ! « Voilà un exemple classique de l'équivoque centriste. Personne ne s'y reconnaîtra. C'est grâce à cette position qu'on a empêché le front unique de se réaliser dans le Nord en 1930 et 1931. Le mot d'ordre général doit être : « Contre toute diminution de salaires », et là où les circonstances le permettent, après une étude concrète soigneuse, on peut mettre en avant une revendication d'augmentation.

En un mot, la ligne stratégique de défensive doit être interprétée activement, comme la *préparation de l'offensive*, et non comme *la retraite*. Les luttes contre les diminutions de salaires sont des combats qui entrainent les ouvriers à la lutte pour une attaque contre le patron, en augmentant la cohésion de leurs rangs si elles sont bien menées.

Mais la lutte ouvrière ne se limite pas aux batailles économiques. Les luttes grévistes sont évidemment la base indispensable pour ressouder les formations de combat des ouvriers. Mais dans la période actuelle elles sont constamment liées aux problèmes politiques plus généraux posés par la crise de la bourgeoisie. La lutte contre les états-majors syndicaux réformistes par le front unique, est étroitement liée à l'attitude du parti « socialiste », qui aide de son mieux la bourgeoisie à échapper aux conséquences de la crise, qui prend sur lui la tâche d'endormir la classe ouvrière, de lui faire accepter toutes les brimades, etc... Dans ce domaine, la défensive n'est *jamais* de mise. Il faut attaquer, par des campagnes de presse, par l'organisation, les réunions, les meetings. Une tactique juste sera alors la garantie pour que notre action porte des fruits.

Ainsi nous voyons maintenant plus clairement quels sont les traits de la période actuelle. Devant l'offensive capitaliste, qui se produit en même temps qu'une crise profonde dans le capitalisme lui-même, la classe ouvrière doit opposer une résistance combative sur le terrain économique, et ses organisations politiques doivent résolument engager sur le terrain politique la lutte contre la social-démocratie par la tactique du front unique, pour la défense des organisations ouvrières, l'amnistie, la défense du mouvement révolutionnaire indochinois, le soutien de la lutte communiste en Allemagne et en Espagne, la défense de l'U.R.S.S. Et naturellement il n'y aura de succès véritable pour ces campagnes que dans la mesure où elles traduiront la position de l'opposition de gauche internationale.

III

La direction du parti continue donc à embrouiller deux lignes stratégiques. Cela se comprend. *Le centrisme n'a pas de politique propre.* Il emprunte à droite et à gauche, oscillant au gré des impulsions, des mouvements intérieurs de la bureaucratie qui lutte pour son auto-conservation, des pressions extérieures, des échecs. L'appareil ne peut pas se résoudre à comprendre les fautes commises dans la précédente période. Il est incapable de les assimiler, car il continue à lutter contre l'aile marxiste-révolutionnaire qui les a dénoncées et qui a proposé les solutions les plus justes. Il ne parvient pas à caractériser la période actuelle. Aussi emprunte-t-il selon les circonstances. Il combine le sectarisme bureaucratique avec l'opportunisme. On s'en est encore rendu compte pendant la grève des mineurs.

Nous estimons que la *Vérité*, si elle a réagi contre l'aventurisme de la direction centriste, n'a pas su réagir contre son attitude passive et opportuniste. La *Vérité* a défendu la conception de la défensive à la fois comme stratégie et comme tactique. La discussion qui s'est poursuivie dans les rangs de l'opposition a poussé la rédaction a essayer de remédier à ces insuffisances, mais elle n'y est pas parvenue. Et la grève des mineurs est venue à temps pour montrer où était l'erreur.

L'attaque du Comité des Houillères a incontestablement provoqué une réaction dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais en particulier. Les ouvriers sous l'influence des syndicats unitaires y sont en faible nombre. Ils entreprirent une agitation sérieuse. Les ouvriers confédérés réclamèrent la grève. La situation était propice à une action de front unique à une large échelle. Nous ne reviendrons pas sur ce point qui a été fort bien exposé dans les articles du camarade Cornette durant la période de préparation de la grève.

La C. G. T. U. sabota délibérément le front unique. Elle joua de finesse avec les réformistes, guettant leurs gestes et leurs réactions pour y conformer ses possibilités et sa tactique, se livrant à toute une diplomatie au lieu d'agir ouvertement, publiquement, sans détours, en vue de constituer le front unique sur la base acceptée par tous les ouvriers : pas de diminution de salaires ! Pour un congé payé ! Contre la prolongation de la journée de 8 heures ! Naturellement dans ce jeu les réformistes l'emportèrent.

La *Vérité* a exposé selon ses moyens la nécessité de la lutte par le front unique. La C. G. T. U. refusa de l'écouter. Nous avions à prendre nettement position. Si les réformistes se contentaient au dernier moment d'un compromis honteux (comme on pouvait le prévoir), les unitaires devaient-ils engager seuls la bataille ?

Une bonne partie des camarades de notre direction prit position contre la grève dans ce cas, ou s'abstint. La région parisienne appuya la position prise par la *Vérité* en faveur de la grève. Or les camarades qui formulèrent des hésitations sont précisément ceux qui avaient développé avec le plus de conséquence la théorie de la « défensive pure ». C'est là à nos yeux une constatation importante.

La non réalisation du front unique était un facteur important en défaveur des ouvriers. Mais devant l'offensive massive du patronat contre les mineurs, la nécessité d'engager la lutte était plus importante encore, elle revêtait presque un caractère décisif.

(*à suivre*). P. NAVILLE.

(1) Au sujet de la situation dans les houillères, je renvoie à l'article de la *Lutte des Classes* (février-mars) : **« Les mineurs montrent au prolétariat la voie de la résistance ».**

(2) Citons une définition de la stratégie par rapport à la tactique, formulée par Trotsky dans *Les leçons d'octobre* : « Par tactique en politique, nous entendons, par analogie avec la science de la guerre, l'art de mener des opérations isolées ; par stratégie, l'art de vaincre, c'est-à-dire de s'emparer du pouvoir... La grande époque de la stratégie révolutionnaire commence en 1917, tout d'abord pour la Russie, puis pour toute l'Europe. La stratégie, évidemment, n'empêche pas la tactique : les questions du mouvement syndical, de l'activité parlementaire, etc... ne disparaissent pas de notre champ visuel, mais elles acquièrent maintenant une autre importance comme méthodes subordonnées de la lutte combinée pour le pouvoir. La tactique est subordonnée à la stratégie. »

A LA LIBRAIRIE VALOIS

ont paru depuis le 1^er^ Janvier 1931 :

BIBLIOTHÈQUE ÉCONOMIQUE
Georges Boris. - **Problème de l'or et crise mondiale** .. 15 fr.
René Giraud. - **Vers une internationale économique** .. 15 fr.
Lucien Laurat. - **L'Economie soviétique** .. 18 fr.
Paul Louis. - **Tableau politique du monde** .. 15 fr.
Pierre Loewel. - **Inventaire 1931** .. 15 fr.

ENQUÊTES
Pierre Dominique. - **Oui, mais Moscou...** .. 15 fr.
Louis Piérard. - **Rimonski Puebla** *(du Canada au Mexique)* .. 15 fr.
Louis Roubaud. - **Viet-Nam** *(la tragédie indochinoise)* .. 15 fr.

ROMANS DE LA VIE NOUVELLE
Pin Yin. - **Une jeune Chinoise à l'armée révolutionnaire** 12 fr.

ROMANS DU NOUVEL AGE
Upton Sinclair. - **Samuel le chercheur** .. 15 fr.
Joseph Voisin. - **Francine et son village** .. 15 fr.

ÉTUDES
Bertrand de Jouvenel. - **Vie de Zola** .. 15 fr.
Pierre Paraf. - **Israël 1931** .. 15 fr.

SOUVENIRS ET RÉCITS
Victor Méric. - **Coulisses et tréteaux** .. 15 fr.

VUES ET JUGEMENTS SUR LA GUERRE
Gaston Riou. - **Journal d'un simple soldat** .. 15 fr.

COLLECTION LITTÉRAIRE " LES BELGES "
André Baillon. - **Délires** .. 15 fr.
Léon Chenoy. - **Ut majeur** .. 15 fr.
MAx Deauville. - **La tournée Alberoni** .. 15 fr.

7, Place du Panthéon - PARIS-V^e^ - Ch. Post. Paris 31-55

Le Front Ouvrier

Après les mineurs, les textiles

Comme nous l'avons affirmé, la trahison des chefs réformistes dans les mines, a ouvert la brèche à l'attaque générale contre les salaires. Dès le lendemain de la défaite des mineurs, le consortium du textile de Roubaix-Tourcoing annonçait sa volonté de baisser les salaires. Cette mesure touchera environ 100.000 ouvriers. Nul doute que les syndicats patronaux d'Armentières et de Lille se préparent au même coup. Au total 150.000 exploités du textile du Nord auront leurs salaires diminués si une résistance vigoureuse ne vient briser l'offensive patronale.

Malgré leurs nombreuses déclamations contre toutes diminutions de salaires, les chefs réformistes sont en train d'aider le patronat dans son entreprise. Le secrétaire de la fédération textile réformiste ne s'élève pas tant contre les diminutions elles-mêmes mais il lui tient à cœur de protester contre la façon brutale et cavalière dont le patronat a annoncé les diminutions de salaires, « sans en référer au préalable aux syndicats ouvriers » (sic).

Au cours d'une première entrevue avec les bonzes réformistes et chrétiens, le représentant patronal, Désiré Ley, fit connaître que la diminution imposée serait de 10 0/0 et ce, à partir du 20 avril. Aux supplications des vieilles barbes réformistes, Ley a répondu en reculant l'application des diminutions au 11 mai. Ainsi il laisse le temps aux Vaudeputte et Lefebvre de « faire comprendre » et de « faire prendre en considération », par les ouvriers, les difficultés de l'industrie etc... Le 20 avril, c'était trop vite, trop brutal, il fallait un peu de temps devant soi.

En un mot on prépare contre les ouvriers du textile le même coup qui a si bien réussi à Cuvelette-Maës contre les mineurs.

Quelle position nos organisations unitaires ont-elles prise ? Quelle voie ont-elles indiqué aux ouvriers ainsi attaqués ? Devant l'attaque patronale, nos dirigeants ont eu une fois de plus conscience que leurs discours « dans la ligne » et leurs résolutions justes (?) de congrès, n'avaient été que de vaines déclamations, des fanfaronnades et rien de plus.

La diminution de 10 % est annoncée pour le 20 avril et nos bureaucrates affolés répondent : « contre les diminutions de salaires. » Pour faire reculer le patronat qui veut diminuer les salaires à partir du 20 avril, nos stratèges habiles et clairvoyants lancent le mot d'ordre d'un premier mai puissant de lutte et l'organisation d'un congrès (encore un !) des usines.

Quand Delobelle dans son article de l'*Huma* intitulé « Brisons le cercle infernal » laisse croire qu'on brisera l'offensive patronale en faisant un puissant premier mai de lutte : quand Declercq reprend à son compte cette énormité, dans les affiches du syndicat régional, tous les deux révèlent leur désarroi et leur affolement devant l'attaque patronale. On dit bien dans les affiches et les réunions : « Vive la grève générale », mais on prend soin de ne donner aucune date ni aucune précision. Comment va-t-on faire la grève? Comment va-t-on empêcher les chefs réformistes de développer leurs manœuvres de trahison? Ces questions ne reçoivent pas de réponse. Tous les problèmes complexes de la lutte gréviste, de la stratégie et de la tactique sont résolus par le rabâchage des lieux communs et vieux clichés tirés des manuels officiels introduits dans le parti avec la 3e période.

La diminution des salaires étant remise au 11 mai, les chefs réformistes ont du temps devant eux pour préparer leur mauvais coup et les chefs unitaires « respirent » un peu.

Comme dans les mines, nos dirigeants sont à la remorque des réformistes mais cette fois-ci ils sont un peu plus prudents.

La diminution de 10 0/0 est annoncée cela leur évitera de faire la gymnastique difficile à laquelle ont dû se livrer Monmousseau et Gitton dans le conflit minier.

Les trahisons répétées du réformisme, l'incapacité notoire et visible des organisations unitaires, désorientent, désarment et découragent les ouvriers. Aux assemblées, convoquées par les unitaires, avec à l'ordre du jour : La diminution des salaires et la grève générale, un nombre insignifiant de présents. A Halluin, sur plus de 2.000 syndiqués unitaires du textile, à peine 100 ouvriers à la réunion de samedi. A la manifestation de Roubaix dimanche pas même 1.000 manifestants. Qu'importe. Dans l'*Humanité* du 20 avril, un Déleuze quelconque étale sa satisfaction de bureaucrate et son optimisme de commande. On sourit amèrement devant un tel étalage d'impuissance et d'inconscience.

Au moment où Bourneton faisait encore crier à la « Revanche d'octobre », nous avons expliqué dans la *Vérité* que le patronat du Nord se préparait à diminuer les salaires et nous proposions de faire des réunions où les ouvriers confédérés seraient particulièrement invités pour discuter de la question : « Comment nous défendre ». Si ce travail avait été entrepris avec une sincère volonté et ténacité nous aurions eu aujourd'hui de nombreux noyaux d'ouvriers confédérés qui dans leurs organisations auraient pu appuyer et défendre les propositions de défense et d'action commune, faites par les syndicats unitaires.

Nos augures régionaux ont méprisé nos suggestions et propositions : et ils se trouvent maintenant impuissants à empêcher la trahison réformiste qui s'opère.

Est-il encore temps pour bien faire ? Nous voulons espérer que oui mais à la condition qu'on abandonne sans retard et sans réticences le « front unique par en bas », qui ne sera jamais qu'une caricature de front unique et qu'on le remplace par une politique de front unique véritable telle qu'elle fut préconisée par les 3e et 4e congrès de l'I. C.

Albert Cornette

Chez les mineurs de Chaligny

La *Lorraine* du 11 avril consacre 2 demi-colonnes au « trotskiste » Paget, où il est dit que celui-ci accuse les « opportunistes de la 3e U. R. U. de le vouloir exclure du syndicat unitaire », et l'auteur en donne le démenti. Nous voulons croire qu'il ne lit pas attentivement la *Lorraine*, car dans le numéro 84 du 21 mars de ce journal, quatrième page, en parlant de Paget on peut lire ceci : « Les mineurs *chasseront* ces valets du patronat et ensemble, la main dans la main, ils réaliseront l'unité d'action dans les mines. »

Les mineurs ont très bien compris, et le 4 avril dans leur assemblée générale, ils désignaient Paget comme délégué à l'exécutif de l'U. R. Ce qui n'empêche pas la *Lorraine* du 18 avril, d'écrire que « dans sa dernière réunion, la C. E. de la 3e U. R. sur proposition de son secrétaire, a décidé que Paget ferait désormais parti de la direction de la 3 U. R. » Ils n'ont aucun mérite à cela, puisque la base l'avait décidé bien avant. Paget l'a d'ailleurs fait remarquer à l'assemblée générale des mineurs du 18 avril, a protesté contre cette façon de faire, et a fait ratifier par les mineurs, sa désignation de délégué représentant le syndicat.

Nous voulons croire d'après les dernières dénégations de la *Lorraine*, que les exclusions ne sont pas voulues par les dirigeants de la 3e U. R. et que le bureaucrate, auteur de l'article paru le 21 mars, était en mal de copie, ou a voulu faire un excès de zèle.

Les mineurs, sans distinction de tendance, se grouperont le 1er mai derrière les drapeaux unitaires dans une puissante manifestation de classe et montreront aux chefs réformistes qu'ils ont encore pleinement confiance aux organisations révolutionnaires, pour les mener à la lutte contre le patronat.

Pour la fraction : C. PAGET.

Le Congrès des Ports et Docks

La Fédération unitaire des Ports et Docks vient de tenir son Congrès, convoqué hâtivement par la Direction fédérale. On sait que celle-ci, avec Engler et Bow, est partisan du C. I. S. Elle est un des piliers de la minorité confédérale, car en ce qui concerne la Fédération de l'Alimentation, elle a été fortement entamée par des départs dans l'autonomie. La direction de la Fédération des Ports et Docks avait eu particulièrement à subir, l'an dernier, une attaque violente de la part de la C. G. T. U. (convocation de Congrès par-dessus l'organisation régulière, édition d'un journal contre la Direction fédérale, etc...). Elle y avait résisté grâce à l'influence personnelle d'Engler et à une conduite couronnée de certains succès dans quelques mouvements, et aussi grâce à la maladresse de la majorité confédérale qui, au lieu de mener une lutte politique, s'est surtout servie de petites histoires personnelles peu ragoutantes et plus ou moins exactes. Ayant résisté, la Direction fédérale s'est empressée de convoquer un Congrès, à la fois pour renforcer ses positions et pour donner un appui à la tentative anticommuniste des 22. Et, effectivement, ce qui a marqué le Congrès, c'est la haine du P. C.

Les militants minoritaires sont pour la plupart capables dans leur domaine ; la lutte pour des revendications est même menée avec vigueur, mais ils sont de farouches adversaires du Parti. Le rapport moral ne renfermait aucune étude sur la situation actuelle, il ne contenait aucune analyse sérieuse, il n'apportait aucune perspective sur les grandes batailles prolétariennes qui approchent. Il avait un caractère strictement corporatif, très étroit. La Fédération des Ports et Docks veut bien connaître la C. G. T. U. et lui faire une déclaration de fidélité, mais c'est tout ; l'I. S. R., c'est quelque chose de lointain, on y adhère parce que la C. G. T. U. y est adhérente, mais on n'entretient aucune relation avec elle ; la Fédération des Ports et Docks ne participe pas au C. I. P. A. des Transports, et le Congrès a refusé de donner même une adhésion de principe à l'Internationale des Marins en voie de constitution. Avec un pareil état d'esprit qui s'exprime en « arrangeant les choses chez nous avant de nous occuper de ce qui se passe à l'étranger », il est évident que le P. C., avec ce qu'il contient d'internationalisme, est la bête noire qu'il faut écraser. La Fédération des Ports et Docks n'est d'ailleurs pas plus capable de mener une lutte politique ; de grosses plaisanteries dignes des échos du *Cri du Peuple* lui servent d'arguments.

Au Congrès, en face des leaders de la Fédération, ayant un passé de militant et des capacités personnelles indéniables, les quelques partisans de la majorité confédérale avaient une figure peu reluisante ; sans le concours d'Herclet, délégué de la C. G. T. U., ils n'auraient pratiquement pas existé au Congrès.

En dehors de ces deux tendances, le Syndicat des Mariniers de Dunkerque, représenté par le camarade Blankaert, envisagea le problème d'un point de vue politique plus large que majoritaire et minoritaire. Le camarade Blankaert souligna toutes les faiblesses, toutes les insuffisances du rapport moral, qui ne permettaient pas d'avoir des perspectives claires pour les luttes futures. Sur la question de l'unité, il dénonça la manœuvre des 22 comme anticommuniste et souligna que la méthode la plus efficace pour aboutir à l'unité syndicale était la réalisation du front unique. A ce sujet, le camarade Blankaert exposa un point de vue, que nous estimons insuffisant, car il veut limiter les propositions de front unique, d'organisation à organisation, uniquement « aux petits chefs ». Cela est évidemment le cas le plus fréquent pour la plupart des secrétaires de Syndicats ; cependant, non seulement il n'y a aucune raison de principe pour ne pas s'adresser à la C. G. T. elle-même, mais la nature des luttes à l'heure actuelle, la nécessité de les élargir vers la grève générale imposent à la C. G. T. U. de faire à la C. G. T. des propositions de front unique, que les syndiqués unitaires feront connaître aux ouvriers confédérés. Nous reviendrons sur cette conception qui existe aussi dans le Parti et que Vassart défend. Blankaert opposa à la résolution des 22 une motion du même esprit que celle présentée par notre camarade Cornette à Lille le 29 mars dernier, et qui fut publiée dans la *Vérité* du 3 avril ; cette motion fut repoussée par les minoritaires et les majoritaires. Préconisant le front unique, elle avait réalisé contre elle le front unique des gens du C. I. S. et des centristes de la majorité confédérale.

Le Congrès de la Fédération des Ports et Docks montre la nécessité d'une tendance syndicale se revendiquant d'une politique sans équivoque, animée par l'opposition de gauche, et qui, plaçant les luttes de tendance sur leur véritable terrain, œuvrerait au renforcement du communisme dans la C. G. T. U. et dans la classe ouvrière.

CHEZ LES CASQUETTIERS

Les ennemis de l'Unité

Les appels lancés par le Comité d'Unité, pour faire l'unité syndicale dans notre corporation n'a pas eu l'écho souhaité par nous.

Toute l'activité de notre part : réunions et meetings ne servit que pour démontrer à l'ouvrier honnête la mauvaise foi caractéristique et manifeste de la part des dirigeants syndicaux et, disons la vérité, une indifférence néfaste parmi les camarades casquettiers. Pour ces derniers, l'état de choses est la conséquence logique de la conduite de dirigeants syndicaux et particulièrement des dirigeants autonomistes : car un moment donné toute l'organisation syndicale était sous leur autorité, autorité qui a mené l'organisation à l'état actuel : prix dérisoires et journées sans fin dans certaines maisons.

De l'ancienne organisation syndicale modèle et redoutable, il n'est rien resté. Nous avons actuellement deux syndicats ou ainsi nommés : un autonome (il se le dit) et un unitaire. Sur une totalité d'environ mille ouvriers que peut comporter notre métier, les deux syndicats comptent ensemble un nombre de deux cents à deux cent cinquante ouvriers syndiqués (notez : tous ne paient pas leurs cotisations, et juste deux ateliers importants qui peuvent être considérés comme maisons syndiquées ; il y a dans les deux ateliers environ une centaine d'ouvriers ou ouvrières tous syndiqués, appartenant aux deux organisations syndicales; ils ont le tarif syndical.

Les autres camarades sont dispersés dans de nombreux ateliers et travaillent indifféremment avec des ouvriers syndiqués ou inorganisés ou bien d'anciens traîtres. Et c'est ici que commence la véritable tragédie, si on peut ainsi dire : nombreuses sont les maisons où les ouvriers exigent d'être payés de façon à pouvoir vivre sans être réduits à faire des heures supplémentaires, ces maisons restent inactives faute de travail, et pour cause ; dans d'autres maisons, naturellement concurrentes les ouvriers sont obligés de travailler à moitié prix, c'est ce qui permet à leurs patrons d'accaparer toutes les commandes et faire faire à leur personnel des heures supplémentaires, tandis que des ouvriers d'autres maisons n'ont pas de travail.

C'est ainsi que le chapeau qui se paie 6 fr. à la maison A... se paie 3 fr. 50 à la maison S...; la douzaine de casquettes qui se paie 15 fr. à la maison H... se paie 10 chez F... ou S...

Avec cela l'esprit de solidarité est presque inexistant, nul.

Faute d'organisation sur laquelle les ouvriers puissent compter pour les aider, le plus abominable système est là en vigueur : *le système D.* Et c'est grâce à cette situation que le patron est le maître absolu. On menace l'ouvrier de renvoi, le bureau de placement étant inconnu chez les casquetiers, l'ouvrier reste résigné et accepte tout.

La saison commence. Avec un seul syndicat, toutes les chances sont pour nous. La dernière saison est passée sans que les dirigeants syndicaux aient fait quelque chose dans le sens de la réorganisation syndicale.

Pour changer, les autonomistes ont fini par trouver une nouvelle inspiration contre l'unité chez nous dans le manifeste des 22 ; Piquemal tient des conférences pour eux, le syndicat autonome subventionne son groupement. Ce syndicat a fait ses preuves : désorganisation, incompétence et impuissance.

Avant la scission, où le Syndicat était unitaire et malgré les fautes innombrables de ses dirigeants, les patrons n'étaient pas les maîtres absolus, les prix et le tarif étaient presque partout en vigueur.

Les camarades organisés aideront-ils le Comité à réaliser le but qu'il s'était tracé : une véritable organisation syndicale ?

Le Comité, à son dernier meeting, a eu la presque totalité de la salle pour sa résolution (83 voix sur 103).

Nous organiserons bientôt un autre meeting où les ouvriers casquetiers et chapeliers devront se prononcer sur la façon dont ils entendent travailler pendant cette saison et avec quelle organisation.

Paris, le 3 avril 1931.

Le Comité pour l'Unité syndicale chez les casquetiers.

Cette résolution comportait :

La convocation immédiate de deux délégués de chaque syndicat et d'un camarade du Comité pour organiser, dans le délai le plus bref, un meeting qui aura pour objet d'élire une Commission de travail pour un syndicat unique. A la réunion, les camarades unitaires et du Comité étaient là, les autonomistes se sont contentés d'envoyer une lettre où les camarades du Comité étaient traités de toutes sortes de noms et de politiciens. C'est ainsi qu'ils se déclarent aussi partisans de la souveraineté d'une assemblée. Le sabotage a bien réussi. La division continue. La désorganisation dure.

Abonnez-vous à

EUROPE

LA PREMIÈRE REVUE
FRANÇAISE DE CULTURE INTERNATIONALE

AU SOMMAIRE DU N° 98 : 15 AVRIL 1931

Romain ROLLAND. *Sur une autobiographie de Gandhi*
Antoro LORIA. . . . . . *Le Maçon fatigué*
Jean PRÉVOST. . . . . *Destin de Sainte-Beuve*
et
Michel FARBMAN
Le Plan Russe

BULLETIN D'ABONNEMENT

à détacher et à envoyer à M. le Directeur de la Revue *Europe* aux éditions Rieder, 7, place Saint-Sulpice, Paris (6e)

Veuillez m'inscrire pour un abonnement d'UN AN, SIX MOIS, à l'édition ordinaire de LUXE de la revue **Europe** à partir du 15 ..... 193...
Ci-joint mandat-chèque d ..... — Par courrier chèque postal de ..... — Veuillez faire recouvrer à mon domicile, la somme de .....majorée de 3 fr. 25 pour frais de recouvrement à domicile.
Compte chèque postal, Paris 330-77. (Biffer les indications inutiles).

	Un an	6 mois	Un an LUXE
France.....	56	30	100
Union Postale.	68	35	115
Autres pays....	72	38	125

Nom ..... Signature :
Adresse .....
.....
A ..... le ..... 193..

Note : Nous rappelons à nos lecteurs que moyennant un léger supplément de prix, les abonnements d'un an donnent droit à 24 francs de livres à choisir dans notre catalogue

N. SPECIMEN GRATUIT ET CONDITIONS D'ABONNEMENT SUR DEMANDE AUX
Editions Rieder, 7, Pl. St-Sulpice, Paris (6e)

TRIBUNE DE DISCUSSION

La tactique syndicale et l'opposition unitaire

Nos camarades liront plus loin une résolution de la C. E. de la Ligue, se rapportant à la démission de cinq camarades. Le prétexte invoqué par eux n'empêchera pas que se continue une discussion où nous entendons démontrer en quoi fut erronée et néfaste leur conception de la politique syndicale de la Ligue.

C'est pourquoi nous publions cette semaine la première partie d'un document de ce groupe. En fin de publication, la C. E. donnera sa réponse.

RESOLUTION DE LA C. E.

Le cas de Gourget et de sa fraction démontre que la lutte que la C.E. et la majorité de la R.P. ont mené contre eux sur le terrain syndical, était entièrement juste. La désertion de la fraction Gourget doit être considérée comme une conclusion pratique de leur conception politique erronée du travail syndical, consistant à ignorer et à combattre la direction politique d'une organisation communiste dans le mouvement syndical.

La position ferme de la C. E. à l'égard de la fraction Gourget se justifie pleinement ; les événements démontrent que la C. E. a même sous-estimé le danger que la fraction Gourget a fait courir à notre travail de fraction dans l'O. U.

PARTI ET SYNDICATS

Pour définir les relations de la L. C. avec l'O. U. et la politique que la Ligue doit suivre vis-à-vis d'elle, il nous faut revenir sur le but que s'était donnée l'O. U. et son développement jusqu'à ce jour.

Les syndicats sont l'instrument de la lutte de classe que mène chaque jour le prolétariat dans sa résistance à la bourgeoisie. C'est dans la réalité quotidienne de ces luttes, dans l'expérience vivante des conditions sociales du capitalisme que le prolétariat peut acquérir la conscience de classe révolutionnaire, peut concevoir la nécessité de l'anéantissement du régime capitaliste. En ce sens, les syndicats sont l'école du communisme, l'école de la Révolution.

Le parti communiste, avant-garde consciente du prolétariat, doit plonger ses racines dans le mouvement syndical s'il ne veut pas être réduit à l'état de secte impuissante. Il doit le gagner à son influence et chercher les moyens pratiques de le diriger tout en en respectant la structure organique. En travaillant à développer la capacité de lutte et la capacité d'organisation des syndicats, il crée les bases bors desquelles la pensée communiste ne peut pénétrer la conscience ouvrière.

Les succès du parti dans la politique syndicale sont le critère le *plus décisif pour connaître l'influence réelle du parti sur le prolétariat.*

LA POLITIQUE STALINIENNE ET LES SYNDICATS

C'est pour avoir oublié ces principes élémentaires du marxisme que la direction stalinienne de l'I. C. a désagrégé le mouvement communiste dans le monde entier. A la conquête méthodique des syndicats par la défense acharnée des intérêts immédiats du prolétariat, la direction stalinienne a substitué les méthodes de l'aventurisme hystérique. Elle a imposé la subordination totale du mouvement syndical au parti, sans se soucier du degré de développement de la conscience de classe des masses. Elle a dépossédé les syndicats de ce qui fait leur raison d'être : la conduite des grèves pour la remettre aux mains du parti. Elle les a entraînés dans la politique de gymnastique périodique, d'actions irresponsables, dans la phraséologie verbeuse pour la plus grande gloire de la 3e période. Comme résultats : grèves désastreuses, chute des effectifs, désagrégation des syndicats, *démoralisation des militants.* En un mot, elle a fait le lit du réformisme.

La résistance au stalinisme, livrée aux hasards de l'improvisation et de l'empirisme, ne peut se transformer qu'en une hostilité au communisme caricaturé dans la politique actuelle du parti, et en une *méfiance systématique contre toute organisation politique du prolétariat,* accusée à tort ou à raison de violenter la volonté des syndicats. Ainsi, le C. I. S. est la propre création du stalinisme, l'ombre qui ne le quitte jamais.

LE ROLE DE LA L. C.

La L. C., fondée pour *ramener la section française de l'Internationale dans la Ligne historique du marxisme,* ne peut rester indifférente devant les ravages que le stalinisme cause dans les syndicats. Autant pour sauver les syndicats révolutionnaires en France que pour s'assurer une base de développement, la L. C. doit pénétrer dans les syndicats. Peut-elle asseoir son influence, lutter efficacement contre la destruction des organisations au moyen de simples fractions syndicales ? Nous ne le pensons pas pour plusieurs raisons :

1° Une raison toute matérielle : la Ligue ne dispose que d'une poignée de militants syndiqués, leur dispersion et leur peu l'influence ne permettant guère un travail de masse.

2° Une raison fondamentale de tactique : *Les syndiqués* répugnent à la politique stalinienne non pour des raisons idéologiques et même politiques que la plupart du temps ils ignorent, mais pour des raisons immédiates qui les touchent directement : échecs des grèves, pertes d'effectifs, crétinisme bureaucratique, augmentation et gaspillage des cotisations, ordres contradictoires, etc.

L'opposition des militants se manifeste d'abord sur ces points, mais étant donné la véritable terreur exercée par les staliniens contre tous les critiques, ceux-ci se défendent d'être oppositionnels ou minoritaires, encore moins « trotskystes ». Une fraction ouverte de la Ligue n'a, dans ces conditions, qu'un pouvoir infime de cristallisation. Elle éveille immédiatement la méfiance, comme toute organisation politique: elle ne permet pas le groupement des opposants avant que ceux-ci n'aient admis la politique générale de l'Opposition de gauche. Les opposants, laissés à eux-mêmes, ne peuvent que rejoindre tôt ou tard un groupement qui, comme le C. I. S., affirme en façade son « indépendance » ou son « autonomie », et en fait son hostilité aux organisations politiques révolutionnaires. Ainsi, une fraction syndicale de la Ligue ne peut, par ses propres moyens, résister au courant réformiste qui, petit à petit, s'empare des syndiqués d'opposition.

LE ROLE DE L'O. U.

Dans ces conditions, il fallait créer un large courant d'opposition syndicale *pour barrer la route au réformisme, pour sauver la C. G. T. U.* Dans la *Vérité* du 7/3/1930, le camarade Gourget écrivait :

« La situation est d'autant plus inquiétante qu'en dehors des majoritaires et du Comité pour l'indépendance, les ouvriers de la C. G. T. U. qui cherchent le vrai chemin du redressement du mouvement syndical ne peuvent choisir. La solution serait une minorité qui se refuserait à laisser les prétendus communistes de la direction confédérale, mener à sa perte la C. G. T. U. et qui ne tomberait pas davantage dans les bras de ceux qui, sous des prétextes d'indépendance, abandonnent les positions révolutionnaires. Le terrain pour une telle minorité serait solide.

« Plus tôt elle naîtra, plus tôt apparaîtront les perspectives d'un redressement du mouvement syndical révolutionnaire. »

La Ligue a puissamment contribué à la formation de l'O. U. et les circonstances l'ont aidée en amenant à cette même façon de voir la Fédération de l'Enseignement. Le manifeste de l'Enseignement, devenue la plate-forme primitive de l'O. U., se montrait tout à fait catégorique d'une part, contre la politique d'aventure de la majorité confédérale, d'autre part contre la prétendue indépendance « *que tous les courants, même réactionnaires, du mouvement ouvrier, peuvent adopter.* »

Le manifeste était insuffisant en ce qui concernait l'examen de la situation politique du mouvement ouvrier, des tâches pratiques qui se posaient à la C. G. T. U., et enfin les rapports entre organisations politiques et syndicales résolus d'une manière étroite et artificielle (Comités d'action et accords circonstanciels).

Mais, ce qu'il faut retenir, c'est que le manifeste de l'Enseignement tel qu'il est permettait effectivement à l'O. U. de devenir un courant d'opposition syndicale à tendance et esprit communistes, il fermait les écluses du côté du C. I. S. et permettait à la C. G. T. U. de conserver sa base révolutionnaire.

Le 2e manifeste de l'O. U. (*Vérité*, 13/6/1930) rédigé par le camarade Dommanget, constituait un pas considérable dans la voie de la clarification révolutionnaire. Dommanget écrivait : « Si elle (la minorité du C. I. S.) triomphait, au lieu de ramener la C. G. T. U. sur le plan révolutionnaire, nous sommes persuadés qu'elle ferait glisser à droite notre organisation centrale. Il n'est même pas sûr qu'en l'occurrence, la C. G. T. U. serait toujours sur le terrain de la lutte de classe. »

Ce 2e manifeste affirmait nettement le caractre communiste de l'O. U. et la délimitait nettement vis-à-vis du C. I. S. en déclarant que « le fossé qui nous sépare de la majorité confédérale *est d'ordre tactique*, celui qui nous sépare de la minorité confédérale est surtout d'ordre *idéologique.* »

L'allure du manifeste est très bien caractérisée par Chambelland qui l'attribuait à la plume « trotskyste » : « le ton de ce document est d'une violence voulue, calculée. Les auteurs se sont efforcés de parler en bolcheviks (*Révolution Prolétarienne*, 15 juin 1930).

FAIBLESSES DE L'OPPOSITION UNITAIRE

L'O. U. est partie avec dans ses rangs, des éléments douteux qui y ont fait un stage avant de rejoindre le C. I. S. Cela, nous le savions, et il était impossible que le fait ne se produisît pas. L'O. U. a été insuffisante à Marseille, et en général dans la Fédération de l'Enseignement. Elle est insuffisamment intervenue dans les grèves du Nord, dans la lutte contre le versement ouvrier des A. S., dans le travail d'agitation en faveur de la révolution indochinoise. L'O. U. n'a eu de véritable influence que dans certains centres de province : Nord, Tours, Est, Lyon. Pour le Nord et Tours, il est évident que son activité a été fonction de la composition sociale de la Ligue communiste qui comprenait des militants liés à la classe ouvrière et participant à ses luttes. La Ligue communiste a pu animer l'O. U. et assumer ainsi dans les faits, non dans une phraséologie verbeuse, un rôle dirigeant effectif. La faiblesse de l'O. U. dans la région parisienne tient à plusieurs causes : d'abord c'est dans la région parisienne que la pression et l'emprise de l'appareil stalinien sont les plus forts, c'est là surtout que l'O. U. a été devancée dans le temps par le C. I. S., qui a canalisé les éléments mécontents de la politique du P. C.; enfin, et ceci est le plus important, la Ligue communiste dans la région parisienne est composée en grande majorité d'éléments purement intellectuels inconnus des ouvriers et complètement détachés du mouvement syndical français.

Dans ces conditions, la Ligue communiste, dans son ensemble, n'a pu, à aucun moment, jouer un rôle efficace dans l'O. U. de la XXe U. R. et le travail de celle-ci s'en est terriblement ressenti.

Le rappel de nos faiblesses ne nous dispense pas de passer sous silence les traits positifs de la politique de l'O. U. C'est ce que reconnaît la résolution présentée par le camarade Naville, secrétaire général de la Ligue, et adoptée par la C. E. (*Vérité* du 9 janvier 1931) : « D'abord groupée étroitement autour de la Fédération de l'Enseignement, l'O. U. s'est élargie et a trouvé une base ouvrière. *C'était là le pas le plus important à franchir.* Naturellement, elle est encore bien loin de posséder l'influence nécessaire dans les principales Fédérations ouvrières, mais un *très sérieux progrès* a été fait dans ce sens » (1). C'est ce que reconnaît Losovsky lui-même dans son discours d'ouverture au 5e Congrès de l'I. S. R. : « Cette nouvelle opposition, dès le début de sa naissance, est soumise à la direction idéologique de l'organe trotskyste en France, *la Vérité.* Ce groupe agit plus habilement que le Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme, il va même jusqu'à polémiquer contre les anarcho-réformistes. Il intervient avec des mots d'ordre plus subtils et mieux arrangés... »

L'O. U., par l'intermédiaire du camarade Cornette, est intervenue dans la grève du textile, faisant à la majorité confédérale des propositions de collaboration pour l'application d'une méthode saine de front unique L'O. U. de la première région a aussi, sur l'initiative du Secrétariat général, tenu à Dunkerque un meeting où elle a dénoncé à la fois les manœuvres scissionnistes des minoritaires et la carence des dirigeants staliniens de l'U. R. Enfin, l'O. U. a pris position et défendu sa politique devant les ouvriers dans les Congrès de la 1re, 3e, 6e, 27e et 26e U. R. Dans cette dernière, l'O. U. participe comme minorité à la C. E.

LA LUTTE DANS LA L. C. SUR LES RAPPORTS AVEC L'O. U.

La Ligue, avant même son existence formelle, n'a cessé de lutter contre la mécanisation des syndicats par le P. C. contre la politique stupide de la 3e période qui consistait à faire de ceux-ci le prolongement et la queue du P. C. Avec la fondation de l'O. U. courant large dans la C. G. T. U. (*au même titre, par exemple, que celui de la majorité confédérale*), la L. C. se devait à elle-même de ne pas répéter les erreurs staliniennes qu'elle a sans cesse combattues. Pendant des mois, il n'y eut aucune contestation dans la L. C. sur ses rapports avec l'O. U. La L. C. animait l'O. U. par *La Vérité* et la présence de ses membres comme militants de l'O. U., et contribuait ainsi à donner une couleur politique à l'opposition syndicale.

Ses adversaires, Chambelland et Lozovsky, ne s'y sont pas trompés...

Il est surprenant qu'une fraction de la L. C. ait commencé à remettre en question des points sur lesquels, auparavant, elle ne faisait aucune objection. Elle l'a fait d'abord par des équivoques et des attaques sourdes contre la soi-disant « diplomatie » du camarade Gourget, secrétaire de l'O. U., accusé d'avoir fait des compromis de principe ». Or, les militants de la L. C., travaillant dans l'O. U., étaient unanimes dans leurs opinions et l'ont manifesté soit à la C. E. élargie du 30 novembre, soit avant ou après dans des articles et déclarations.

Le camarade Bernard déclarait à la conférence du 28-12-1930 :

«...L'Opposition unitaire est venue comme une nécessité pour les camarades qui ont compris dans le mouvement syndical la nécessité de lutter pour une politique juste dans le but de servir non le réformisme, mais la C. G. T. U. et le communisme. Les critiques du C.I.S. et de l'Opposition unitaire ont pu quelquefois se rencontrer mais l'objectif est fondamentalement différent. L'Opposition unitaire doit donc lutter pour une politique juste de la C. G. T. U. et du Parti dont elle ne nie pas le rôle dans le mouvement syndical. En ce sens, elle a des points de contact extrêmement importants avec l'Opposition communiste de gauche à l'égard de laquelle elle ne saurait évidemment prendre une position d'isolement ou d'ignorance.

Mais l'Opposition unitaire ne saurait être une copie ou un prolongement de l'Opposition communiste. Elle n'a pas à résoudre tous les problèmes qui se posent devant l'Opposition communiste. Et dans la situation actuelle du mouvement syndical français, la confusion répandue sur les divergences séparant l'opposition de la fraction dirigeante de l'I. C., il serait particulièrement dangereux pour l'Opposition unitaire de s'identifier purement et simplement à la Ligue communiste. »

Le camarade Gourget écrivait (*Vérité* du 19 septembre 1930) : « L'Opposition unitaire est et sera de plus en plus un courant. Le courant de milliers d'ouvriers unitaires qui lutteront pour le redressement de la C. G. T. U. et la base de ce courant doit être nécessairement plus large que celle de la Ligue communiste.

La Ligue communiste, loin de gêner, d'entraver l'élargissement de l'Opposition unitaire dans la C. G. T. U., l'aidera, l'épaulera, pour son triomphe dans la C. G. T. U. et dans l'I. S. R. ».

Le camarade Cornette (procès-verbal de la C. E. élargie du 30 décembre 1930) déclarait :

« Il y a évidemment dans la direction de la Ligue deux tendance nettes : l'une veut créer dans la C. G. T. U. un courant large, et l'autre veut une fraction oppositionnelle de gauche étroite. Nous avons conçu l'O. U. comme un courant pouvant grouper dans la C. G. T. U. des milliers d'ouvriers qui ne connaissent pas du tout notre plate-forme politique ou ne l'adoptent pas entièrement, mais sont d'accord avec nous sur le premier point de notre politique syndicale : contre la théorie et l'activité du C. I. S., et contre la fausse ligne politique et d'organisation de Monmousseau. En naissant nous nous sommes interposés dans la C. G. T. U. comme une barrière. Les camarades Frank et Raymond ont une autre conception. Ils veulent un courant étroit qui ne s'inspire que de notre plate-forme politique. Ils se trompent. Actuellement, on ne peut pas aller directement à tous les ouvriers avec les thèses de la gauche au complet.... »

Le camarade Collinet répondant à Thomas, leader de la Ligue syndicaliste (**Vérité** du 15 août 1930) :

«... Pour corrompre l'Opposition unitaire, les syndicalistes ont trouvé un nouveau repous-soir, la Ligue communiste. Leur métaphysique syndicaliste ne saurait empêcher que l'Opposition unitaire et la Ligue communiste ne bataillent côte à côte contre la bureaucratie syndicale et la bureaucratie du Parti, qui ne forment qu'un seul monstre. Les syndiqués unitaires de la Ligue communiste n'ont pas à cacher qu'ils cherchent à animer l'Opposition unitaire, qu'ils sauront lutter contre on ne sait quel « syndicalisme » dont « l'indépendance » cache mal l'anticommunisme : qu'ils maintiendront à la plate-forme d'opposition un caractère profondément international, sans lequel on tombe dans un particularisme national bien voisin du réformisme. Les luttes de l'opposition communiste et de l'Opposition unitaire sont inséparables : c'est le redressement du mouvement révolutionnaire dans toutes ses formes d'action. »

A la C. E. élargie, les camarades Molinier et Frank ont nié l'existence de divergences entre eux et Gourget. Molinier pense (Procès-verbal de la séance) qu'il y a un malentendu. Il n'y a pas deux tendances dans la Ligue. Les prétendues divergences sur la question syndicale sont un relent des batailles qui ont existé dans la Ligue. D'accord avec Bernard, l'O. U. doit être un courant large... ». Quant à Frank, il dit dans la matinée que l'O. U. était conçue comme prolongement de l'Opposition de gauche dans la C. G. T. U. L'après-midi, ayant sans doute profondément réfléchi, le camarade Frank pense « qu'au fond il n'y a pas de tendances inconciliables... Nous voulons que l'O.U. soit un courant large, mais que nos fractions y travaillent activement. »

Sur le projet de rapport présenté par Dommanget, l'attitude des camarades Frank et Molinier, qui de plus en plus se donnaient comme les représentants attitrés de « l'aile marxiste » dans la Ligue communiste, n'en est pas moins pleine d'enseignements. Après avoir crié à qui voulait entendre que ce projet était tout juste bon à mettre au panier, après avoir pensé dans la matinée au 30 novembre avec Frank que « le projet est erroné » et qu'il « faut présenter un contre-projet » (P. V. de la C. E. élargie), dans l'après-midi suivant Molinier se range à l'avis des camarades membres de l'O. U. : remanier et amender le projet de Dommanget qui reste ainsi la base de discussion pour la conférence de l'O. U. Sauf un, les autres camarades présents à la réunion (y compris le camarade Naville dont le silence « diplomatique » impliquait évidemment une approbation pleine et entière) ont accepté cette proposition.

(A suivre.)

(1) La C. E. de la Ligue aux mains de « l'aile marxiste » a, dans la rédaction définitive, supprimé les mots « *très sérieux* », jugeant sans doute qu'elle s'était déjà assez compromise comme cela avec les « opportunistes » de la Ligue.

Demandez à partir de dimanche :

Dans les kiosques de Paris
Bibliothèques des gares
de province

La brochure de L. Trotsky

LA REVOLUTION ESPAGNOLE ET LES TACHES COMMUNISTES

Edité par la Ligue Communiste (opposition)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

> ***Mais peut-être, de tous les symptômes de l'affaiblissement des positions communistes, le plus inquiétant est celui de la décadence des organisations des Jeunesses. La radicalisation des masses commence toujours par les jeunes et la radicalisation des jeunes signifie toujours le renforcement de l'aile la plus combative et la plus décidée, c'est-à-dire les Jeunesses communistes.***
>
> **L. TROTSKY.**

CONTRE LA BUREAUCRATIE DANS LES JEUNESSES !

Il y a de longs mois que la crise est installée dans notre organisation de la J. C. Cependant, ces derniers temps, cette crise a pris une ampleur jamais atteinte.

La vie de la J. C., étouffée par les bureaucrates de la direction, ne s'exprime pas concrètement par une politique juste vis-à-vis des jeunes travailleurs.

Les résolutions pleuvent sur d'autres résolutions, celles-là condamnant celles-ci. Un vent de panique souffle dans l'appareil, qui ne sait que sermonner la base, mais passe à côté de l'ensemble des jeunes ouvriers sans les entraîner dans la lutte. Car il ne suffit pas de parler d'adhésions, il faut voir comment elles sont faites ; et c'est malheureusement, trop souvent par des moyens peu sérieux (goguettes, bals, etc.). Cela serait tolérable si un minimum d'éducation était donné aux jeunes recrutés de cette façon, mais c'est le dernier souci d'un appareil qui n'a jamais compris la nécessité de l'éducation. Aussi, ces jeunes adhérents ne tardent-ils pas à déserter l'organisation ; et les membres du Bureau de la Fédération peuvent faire la constatation navrante que, « malgré un léger recrutement dans quatre régions, les pertes dépassent les gains ».

Le signe le plus grave de la dégénérescence de nos jeunes dirigeants est certainement l'absence de recrutement dans les usines et parmi les jeunes chômeurs nombreux à Paris et dans le Nord.

Cette incapacité dans l'action face aux usines démontre toute la carence des bureaucrates et l'absence complète de perspectives politiques. La « journée » du 25 février en a été une preuve de plus. Les ridicules chants de victoire de la direction, qui y voit « des résultats positifs dans le travail de masse pour la conquête de la jeunesse ouvrière », ne peuvent masquer l'échec.

Dans certaines régions, à Saint-Etienne, par exemple, où les camarades de la base furent actifs, nous n'avons pu entraîner les jeunes ouvriers, conséquence de la politique suivie ces dernières années.

Dans chaque résolution, le Bureau de la Fédération fait un *mea culpa*, mais chaque étape marque un recul ; le mal s'avère toujours plus grand. La résolution de février donnait, dans une salade confuse d'aperçus politiques, des indications sur le travail syndical. La résolution de mars ne signale aucun résultat dans ce domaine, qui est le plus important. Dans l'étape des batailles économiques, il faut savoir travailler largement en vue d'un recrutement syndical tracé par le moyen d'une analyse communiste rigoureuse ; *il faut savoir allier la souplesse du travail de masse à la fermeté politique dans les perspectives.*

Ce n'est pas le cas des résolutions du Bureau de la Fédération, où un fouillis de mots d'ordre et de formules cache mal une absence totale de vues politiques et laisse la porte grande ouverte à l'opportunisme.

Cette incapacité politique des dirigeants est la marque première de la dégénérescence de l'appareil. A cela viennent s'ajouter les méthodes de travail.

Les méthodes de travail des J. C. sont de plus en plus mauvaises, non plus seulement vis-à-vis de la base, ce qui existe depuis longtemps. Un fait nouveau existe maintenant à l'état permanent ; c'est l'écartement du Comité Central de tout travail politique au profit du Bureau de la Fédération, siège des bureaucrates.

Le dernier Comité Central nommé au VIe Congrès comprenant 53 membres se disloque et, quand il se réunit, il n'y a guère plus de 30 membres, y compris tous les permanents. Le Bureau de la Fédération n'est plus seulement l'organe actif d'application, c'est lui qui dirige tout et la direction est concentrée dans quelques mains.

Le Comité Central, organisme politique de haute instance, est devenu un appendice du Bureau de la Fédération et une machine à approuver. Actuellement, ce Bureau incapable et subordonné lui-même au bureau politique du P. C., supprime toute l'initiative des jeunes qui pouvait se manifester au sein du Comité Central. Le noyau politique des J. C. se déplace des militants actifs aux vieilles croûtes bureaucratisées qui ont aggravé la situation de l'organisation depuis le 6e Congrès national et supprimé en fait les fonctions politiques du Comité Central. Cette méthode se généralise. Après la crise intérieure au sein du Bureau régional de la région parisienne, crise d'incapacité politique, les pouvoirs de la direction régionale ont été supprimés ; une nouvelle direction devait régulièrement être nommée en assemblée générale et devait même convoquer d'urgence un Congrès national pour examiner cette triste situation et y remédier. Au lieu de cela, nous voyons le Secrétariat du Bureau de la Fédération prendre les rênes de la direction et annuler toutes les initiatives des jeunes communistes de la région parisienne. Et les marchandages pleuvent, les Taboul et les Duriau réapparaissent, la base est étouffée par ces méthodes de plus en plus odieuses, qui donne tous les pouvoirs à quelques dirigeants incapables qui ne méritent pas la confiance de l'ensemble des jeunes communistes ; toute discussion est supprimée au sein de l'organisation, ainsi que le minimum de démocratie qui consiste à élire la direction.

Le mal dans les J. C. est très grave, surtout dans la situation présente où les jeunes travailleurs ont besoin d'une organisation solide et dont les cadres soient basés sur une sélection révolutionnaire rigoureuse.

Les militants actifs de la J. C. doivent insister pour qu'une mise au point du travail syndical soit faite dans le plus bref délai et non au moyen de circulaires. Ils doivent demander la convocation d'un Congrès national et condamner sévèrement ceux qui ont usurpé la direction en se moquant du dernier Congrès national, exiger le remplacement des bureaucrates fauteurs des désordres de la région parisienne, de la désagrégation du Comité Central, des régions de Troyes, Lyon, Marseille et des Pyrénées.

Tous les jeunes communistes, et en particulier ceux de la région parisienne, doivent sentir la nécessité urgente d'un redressement qu'impose la dégénérescence d'un appareil imposteur. Tous les camarades, pour que la lutte contre les bureaucrates gagne en cohésion et en efficacité, doivent se grouper autour de la fraction oppositionnelle des jeunes de la Ligue Communiste qui lutte pour redresser les Jeunesses Communistes.

CAMARADES !

La chute de la monarchie met à l'ordre du jour la révolution en Espagne.

Lisez :

La crise de la dictature militaire en Espagne, par L. TARQUIN, *La crise de l'anarcho-syndicalisme espagnol*, par H. LACROIX. *La nouvelle orientation de la C. N. T. d'Espagne*, *Le « comité de reconstruction » de la C. N. T.*, par H. LACROIX.

parus dans les numéros 18, 20, 28-29, de

LA LUTTE DE CLASSES

45, boulevard de la Villette, Paris 10e

Pour le travail syndical des J. C. !

LA SITUATION GENERALE DE LA JEUNESSE OUVRIERE ET LES PERSPECTIVES DE TRAVAIL SYNDICAL DE LA J. C.

I. — La crise économique qui atteint actuellement l'ensemble des états capitalistes s'intensifie particulièrement dans notre pays. Déjà diverses industries, la métallurgie, le textile, la fourrure, le vêtement en général, sont fortement atteints. L'apparition du chômage et son développement aggravent considérablement la situation matérielle des classes laborieuses, particulièrement des jeunes qui, en période de prospérité capitaliste, sont particulièrement exploités.

Présentement la main-d'œuvre jeune éprouve des difficultés spéciales du fait du manque d'apprentissage qui l'infériorise par rapport aux adultes. Ces difficultés se trouvent accrues par l'isolement (repas au restaurant, pas d'économies, loyers, etc...) ou par la répercussion du chômage sur le budget familial.

Le patronat spécule sur cette situation difficile pour faire accepter de scandaleuses conditions de travail et des salaires réduits. Ceci marche de pair avec les tentatives de division des employeurs entre les différentes couches du prolétariat.

La bourgeoisie, sentant le mécontentement s'accroître, essaie avec l'aide des réformistes, de masquer la réalité brutale avec des solutions illusoires (plan d'outillage, travaux publics, etc...) et par des allocations dérisoires aux chômeurs dans certaines régions.

II. — En face de la gravité de cette situation, que font la J. C. et la C. G. T. U. ?

Après avoir proclamé dans de grandes phrases, il y a un an, que la crise était déjà dans son plein développement, et après avoir négligé le travail particulier d'organisation des jeunes ouvriers, notre J. C. se trouve à l'heure actuelle désemparée et incapable de faire face aux tâches multiples qu'impose la situation.

Pendant plusieurs semaines, l'activité exclusive des adhérents fut concentrée sur la journée du 25 février. On connaît les résultats de cette nouvelle aventure décrétée bureaucratiquement par l'Internationale, sans mots d'ordre précis. Dernièrement, constatant l'insuffisance du travail des sections de jeunes syndiqués, la J. C. a tenté, avec ses méthodes coutumières de renflouer celles-ci. Rien de solide, cependant, ne fut fait pour regagner les jeunes adhérents perdus. Un journal, « La Voix des Jeunes » est édité. Son contenu n'est qu'un décalque de « l'Avant-Garde »; les mots d'ordre les plus contradictoires s'y amoncellent (maintien de la journée de 8 heures, exigez la journée de 7 heures), les objectifs politiques généraux sont également mêlés aux mots d'ordre immédiats de lutte revendicative.

En résumé, la direction stalinienne des J. C. a démontré sa faillite dans toute possibilité de lutte sérieuse. Dans le déroulement extérieur de la crise, ce manque total de clairvoyance peut mener très loin. Des signes de régression se manifestent dans l'ensemble de nos organisations.

III. — Le Groupe d'Opposition de Gauche des J. C. trace des perspectives adéquates à la situation présente, permettant d'entraîner de larges couches de jeunes travailleurs à la lutte et d'enrayer les ravages de la politique centriste.

Nous réclamons une intensification de l'action des J. C. sur le terrain syndical. Il est absolument nécessaire de constituer ou de développer dans les principaux syndicats (métallurgie, textiles, bois, bâtiment, cheminots, etc...) des sections de jeunes syndiqués. Pour arriver à des résultats sérieux, la J. C. doit dresser un programme d'action syndicale correspondant aux besoins actuels des jeunes ouvriers. Le groupe des Jeunes de l'Opposition propose comme contenu les mots d'ordre généraux suivants:

Réduction de la journée de travail à six heures pour les jeunes au-dessous de 18 ans et sept heures pour les autres avec maintien du salaire intégral.

Cours technique inclus dans la journée de travail pour les corporations nécessitant un apprentissage (bois, imprimerie, P. T. T., etc...)

Allocations journalières de 15 francs pour les jeunes chômeurs.

Garantie d'un salaire minimum aux apprentis.

Respect des droits syndicaux pour les jeunes français, étrangers et coloniaux.

Pour faire triompher ces revendications et entraîner le maximum des jeunes à l'action et à l'organisation, nous devons reprendre la juste tactique de front unique préconisée par l'Internationale dans ses premières années, abandonnée et caricaturée par les staliniens. Par cette tactique nous démasquerons dans l'action les politiciens démagogues réformistes et chrétiens.

Il faut également se dresser contre toute manœuvre de l'Etat ou du patronat d'opposer les travailleurs étrangers aux travailleurs français et de les traquer (refoulement, expulsions); il est absolument nécessaire de débarrasser la jeunesse ouvrière de toute trace de xénophobie et d'en faire l'avant garde de l'internationalisme prolétarien.

Pour arriver à des résultats immédiats, il est nécessaire de convoquer un congrès national de jeunes syndiqués, dans lequel les propositions de la J. C. seront examinées et discutées librement par tous les jeunes.

IV. — Sur ces objectifs immédiats, la J. C. devra greffer d'autres objectifs plus amples, de caractère politique plus élevé et ayant une portée internationale. Au premier plan, il faut placer immédiatement la question de la collaboration économique avec l'U. R. S. S. comme moyen de réduire le chômage en aidant également au développement économique de l'U. R. S. S.

Devant l'aggravation des dangers de guerre, conséquence de la crise actuelle, et le regroupement des blocs impérialistes, il faut développer parmi les jeunes syndiqués l'action antimilitariste de classe, absolument défigurée dans ces dernières années.

L'action de la J. C. doit tendre à tout moment à élever le niveau idéologique des jeunes syndiqués, à en faire des militants capables de servir leur classe et à les entraîner dans la voie du communisme.

L'opposition de gauche travaillera à rallier les membres de la J. C. et les jeunes syndiqués à ces perspectives. Du succès de sa lutte dépend le redressement indispensable de la J. C. et le succès de la lutte des jeunes prolétaires contre le capitalisme.

Le Groupe des Jeunes de la Ligue communiste (Opposition)

Le Gérant : P. FRANK.

Journal exécuté par des ouvriers syndiqués. FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE — PARIS-3e SECTION. Imprimerie Centrale de la Bourse, 117, rue Réaumur, Paris

Comment remonter le courant

LES JEUNES ET L'ÉDUCATION

> *La tâche de la jeunesse en général et des Fédérations de Jeunesses Communistes et autres organisations semblables en particulier peut être définie d'un mot :* apprendre.
>
> LENINE.

La Jeunesse Communiste n'a pas toujours été la Jeunesse Communiste des brigades de choc et des tournants. Il fut un temps pas très éloigné encore — où elle mettait en application les conseils de Lénine.

Lors du IIe Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes, les perspectives n'étaient point basées sur d'abstraites et schématiques affirmations de radicalisation progressive et constante du prolétariat, mais sur le principe suivant : **l'exploitation économique et l'asservissement politique du prolétariat par les classes possédantes sont assurés grâce à l'emprise morale du capitalisme sur l'esprit des travailleurs.** La bourgeoisie a institué «éducation», religions et morales dans le but exclusif d'enserrer l'esprit des prolétaires dans une trame de préjugés et de dogmes destinés à masquer au prolétariat les contradictions du régime capitaliste et à le soumettre aisément.

Le problème ainsi posé sur son véritable terrain, il en découle obligatoirement que la montée révolutionnaire des masses prolétariennes ne peut être que la résultante de la formation de leur conscience de classe par la destruction des dogmes qui la paralysent. Cette lutte pour l'éducation de classe des travailleurs ne peut être menée à bonne fin que si elle est indissolublement liée à la lutte économique et politique. Mais la « lutte pour le beefteak » n'est que le premier stade qui permet au prolétariat de saisir par sa propre expérience le sens de l'évolution historique.

Le jeune ouvrier, vu son développement incomplet, est beaucoup moins imbu que l'adulte des formes de l'idéologie bourgeoise ; de ce fait son cerveau est plus libre, les contradictions flagrantes du régime capitaliste produisent en lui de plus violentes réactions. Par cela il offre un excellent champ d'action pour le communisme.

Mais ce serait une grave erreur de le placer dans l'arène révolutionnaire sur le même plan que l'ouvrier adulte. Car pour remplir le rôle qui lui est assigné — non seulement continuer la lutte entreprise par ses aînés, mais rendre cette lutte plus aiguë la pousser à sa phase extrême — la jeune génération doit se préparer, elle doit entrer dans l'action avec un bagage de connaissances théoriques et pratiques plus grand, avec une fermeté accrue ; sa formation faussée et inachevée par la bourgeoisie doit être revisée et complétée sur la base des principes communistes.

Former la conscience révolutionnaire du prolétariat jeune, c'est la tâche des Jeunesses Communistes, fraction la plus clairvoyante de la jeunesse ouvrière.

Mais pour remplir cette tâche, il est clair que chaque jeune communiste doit lui-même apprendre et s'élever ; il doit savoir, éclairé par l'étude marxiste de tous les problèmes révolutionnaires, conduire la jeunesse ouvrière vers la révolution prolétarienne. Ceci ne peut qu'être le résultat d'une éducation sérieuse et systématique de tous les membres des J. C.

Ici, il est utile de prévenir une erreur qui nous guette au sujet de l'éducation. Trop souvent on se représente l'éducation comme l'étude abstraite de volumineux tomes de bibliothèque. Il n'en est rien. L'éducation marxiste-léniniste doit être **tant la somme des connaissances acquises par l'étude, que celles acquises par l'expérience de la lutte.** Et c'est à juste titre qu'il est dit dans les thèses du IIe Congrès de l'I.C.J. que l'éducation résulte de la lutte de classes et qu'elle sert la lutte de classes.

Depuis le IIe Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes, pas mal de chemin a été parcouru, mais hélas à rebours !

Aujourd'hui l'éducation est reléguée à l'arrière-plan. L'incompréhensible et exclusif « travail pratique » est souverain. Les effets s'en font ressentir par une importante régression du mouvement communiste de la jeunesse ; internationalement les organisations de Jeunesses Communistes, de même que celles des Partis, sont affaiblies, et leur influence sur la jeunesse ouvrière est réduite.

La solution pour faire cesser cette désastreuse situation ne réside pas dans l'élaboration de stupides contrats d'émulation, elle est dans le retour des Jeunesses communistes aux enseignements de Lénine et à ceux des premières années de l'I.C.J.

Dans le premier rayon

—La situation de notre rayon empire de jour en jour, la dégringolade s'accentue et notre organisation ne vit que sur le papier.

Depuis que l'on a engagé la lutte contre nos camarades de l'opposition de gauche qui étaient parmi les meilleurs, le rayon n'a cessé de flotter dans un marais pas très propre. Toutes les perspectives de travail sont abandonnées et en premier le travail face aux usines (Petites Voitures, Dressoir, Gaumont, etc...), les tâches syndicales sont délaissées au profit des circulaires stupides ou de soupçons de « sympathies trotskystes » envers notre camarade Duchêne. Le foyer des jeunes de Mathurin-Moreau est complètement abandonné ainsi que l'éducation des camarades qui était urgente pour empêcher le départ de nombreux jeunes qui en avaient assez avec tous les laïus à l'emporte-pièces des bureaucrates. Notre rayon qui renferme d'importantes usines de chaussures et de petites mécaniques devrait, surtout dans le 10e et 19e, mener une campagne de propagande énergique et large sur le terrain syndical. Si les camarades avaient mis debout un plan d'action syndical sérieux pour Gaumont et les Petites Voitures, des sections syndicales seraient formées et il y aurait des perspectives de formation de cellules, choses plus tangibles que toutes les formules employées par la direction des J. C. Dans le 19e, il y a des jeunes chômeurs, aucun travail n'est fait pour les grouper dans des comités. Quant à la question de l'apprentissage, aucune explication pratique n'en est donnée dans des assemblées de jeunes, une action à la Chambre des Députés ne saurait satisfaire des jeunes communistes.

Notre plan de travail immédiat devrait être la convocation d'une assemblée de rayon en convoquant tous les anciens adhérents où serait tracé un plan économique de notre rayon, en insistant sur deux tâches actives ; le recrutement syndical en visant déjà les possibilités de formation de cellules, et la création d'un foyer de la jeunesse ouvrière, et non une caricature de foyer, où l'éducation économique et politique sera placée au premier plan. Enfin, politiquement nous devons demander la convocation d'une assemblée régionale sérieuse pour examiner les tâches de la Région Parisienne.

Un camarade du 1er rayon J. C.

La question syndicale au 8e rayon

Dans toute les organisations prolétariennes, on parle actuellement des sujets concernant le travail syndical, à notre avis cela est une question qui a une certaine importance pour les jeunesses communistes.

Mais ce n'est pas celui des bureaucrates des J. C. !

Dans le fameux plan de travail, aux 98 mots d'ordre paru dans l'Avant-Garde du 17 janvier, la direction faisant son « autocritique » écrivait que la question syndicale n'avait pas été discutée ni au B. P., ni au C. C.

Nous ignorons si depuis cela a été fait, mais ce que nous savons c'est que dans notre rayon on n'en a jamais parlé.

Il serait temps de s'y mettre !

Deux jeunes du 8e Rayon des J. C...

LETTRE des jeunes oppositionnels de Grèce

Nous faisons partie d'un groupe de jeunes bolcheviks-Léninistes (archio-marxistes) et de l'opposition de gauche de Grèce. Comme révolutionnaires, nous nous faisons un devoir de répandre la *Vérité* chez nos camarades connaissant le français et nous croyons que nous avons tant soit peu réussi.

Ces derniers temps on remarque une recrudescence dans le mouvement révolutionnaire à Salonique, malgré la vague de terreur qui s'est abattue sur notre ville et qui vise spécialement les camarades de l'Opposition. En effet, les stalinistes sont loin d'effectuer un travail sérieux, tout absorbés qu'ils sont par la trop fameuse et « troisième période » dont le camarade Trotzky a fait le procès.

L'opposition de gauche de notre pays avec son journal *La Lutte des Classes* mène une campagne vigoureuse pour l'organisation des intérêts ouvriers sur une base solide et réussit à grouper les ouvriers de Grèce dans une organisation prolétarienne saine. Elle ne ménage pas ses efforts pour réunir le plus grand nombre de jeunes ouvriers et employés dans ses « cours instructifs ». En effet, le P. C. ne s'est jamais soucié de donner aux prolétaires qui faisaient partie de ses organisations, des notions solides du marxisme. De plus, la jeunesse des écoles n'avait pas « intéressé » le Parti. Il n'en n'est pas de même pour l'opposition, qui tout en reformant les syndicats, pour la plupart délabrés, mène une propagande active dans les écoles et nombreux sont les camarades qui ont été attirés dans son sein.

Cela n'a pas manqué d'exaspérer la bourgeoisie et comme nous l'avons déjà dit, une répression sauvage s'est abattue sur notre organisation. Ce qui ne l'empêchera pas de poursuivre victorieusement sa marche en avant, pour la libération prochaine du joug capitaliste.

Salonique, avril 1931.

Le numéro double février-mars (no 28-29 de

La Lutte de Classes

est paru.

Au sommaire : Editorial : **Les mineurs montrent au prolétariat la voie de la résistance.** — **Sur les problèmes du mouvement révolutionnaire indochinois** (F. Gérard). — **Esquisse sur le mouvement de la jeunesse ouvrière** (Lévine). — **La crise économique et ses répercussions** (Naville). — **Thermidor et Bonapartisme** (L. Trotsky). — **Lettre d'Uraz.** — **L'opposition de gauche au Brésil.** — **La situation économique et sociale au Brésil** (Lyon Camboa). — **La crise aux Etats-Unis** (A. Glotzer). — **Articles sur le P. C. Chinois, le P. C. Allemand, l'Espagne.** — **Le compromis naval franco-italien** (P. Sizoff), etc.

Prix de ce numéro double de 128 pages : 3 francs.

Demandez le numéro double 25-26, qui contient la brochure capitale de **Trotsky Staline théoricien** (à propos de la conférence de Staline aux marxistes-agraires), **La Déclaration au 16e Congrès du P. C. R.**, de Rakovsky, Mouralov, Kossior, Kasparova, **La Lettre de Tchen-dou-Siou** à tous les membres du P. C. Chinois, etc.

Prix de ce numéro, de 140 pages : 5 fr.

Il ne nous reste que quelques dizaines d'exemplaires, écrivez, 45, boulevard de la Villette, Paris (10e).

LIGUE COMMUNISTE (Région Parisienne)

La Ligue communiste organise le dimanche 3 mai : un meeting CONTRE L'EXPOSITION DE L'EXPLOITATION COLONIALE Salle des Jeunesses républicaines, rue Dupetit-Thouars.

Tous les adhérents syndiqués de la Ligue dans la Région Parisienne doivent assister à l'assemblée générale du mardi 5 mai, où seront discutées et établies nos tâches dans la 20e U.R.

Aucun camarade ne négligera cette importante réunion dont le lieu sera fixé par convocation.

LES LIVRES

L'Usine, par **J. Pallu** (Rieder, éd.).

C'est un recueil d'historiettes, de tableautins sur la vie et les mœurs de l'usine moderne. Le livre est cinglant comme un coup de fouet, et montre un talent dramatique de premier ordre. C'est la description d'une journée de travail d'un ouvrier, prise entre mille, c'est l'histoire d'une embauche, c'est le récit de la lutte sourde des ouvriers contre l'augmentation du rendement, c'est l'amour de vieux contremaîtres pour leurs machines, etc... Tout cela est décrit avec dureté, amertume, mais non avec sécheresse ni sans humanité. Le livre reste volontairement dans le domaine descriptif ; il ne formule pas de conclusions, il ne franchit pas les limites d'un recueil de nouvelles. Mais il porte en lui la matière d'une belle argumentation en faveur de la lutte de classes, de la révolte des ouvriers, de la révolution prolétarienne.

Nous voulons espérer que J. Pallu pourra et saura marcher dans ce sens, et développer pour le profit de ceux dont il décrit avec une force si incisive la vie d'exploitation et d'écrasement, un talent incontestable.

Destin du Siècle, par **Jean Richard Bloch** (Rieder, éd.).

M. J. Richard Bloch promène son inquiétude à travers 300 pages assez vivantes, mais bien confuses. Le centre de son inquiétude, le « Destin du Siècle » sur lequel il s'interroge, c'est l'avenir de la bourgeoisie en général, et de la petite bourgeoisie en particulier. M. Bloch cherche autour de lui les signes de l'évolution ou de la révolution future. Mais il ne trouve pas. Le capitalisme lui paraît aux trois quarts du communisme, et le communisme lui paraît déjà mort avec la révolution soviétique. Mais son analyse, et même sa compréhension toute simple des événements révolutionnaires sont au-dessous de la moyenne. Elles sont représentatives de l'esprit de « démocratie pure », de « liberté » qui caractérisent depuis des dizaines d'années la petite bourgeoisie, artisanale, individualiste, mécontente, anarchisante, ennemie des classes, etc. M. Bloch nous apprend que le communisme (de Marx et d'Engels) est « une combinaison extraordinaire du messianisme juif, du rationalisme grec, de la charité évangélique, du goût anglais (?) pour la liberté, de l'impatience française devant la servitude, de la patience encyclopédique (?) allemande. Il est tel en un mot, qui seul un juif allemand, vivant en France, les yeux fixés sur l'expérience anglaise, et occupé toute sa vie à discuter avec des russes (?) le pouvait concevoir ». Après cela, tirons l'échelle ! On ne peut rien comprendre à cette salade. Et pour terminer, citons une lettre à Bebel (1884) où Engels, qui n'était pas juif n'en déplaise à M. Bloch, décrit exactement l'état dans lequel se trouve M. Bloch : « La démocratie pure devient au moment de la révolution le mot d'ordre du dernier parti bourgeois ; c'est ce qu'elle fut déjà à Francfort où elle servit l'œuvre de salut pour tout le régime économique bourgeois et même féodal... C'est ainsi qu'en 1848 toute la masse bureaucratique a soutenu les libéraux de mars à septembre pour réprimer les masses révolutionnaires. En tout cas, au jour de la crise et à son lendemain, notre unique adversaire sera *la réaction groupée autour du principe de la démocratie pure*, et je crois que nous ne devons pas perdre de vue cette circonstance. »

La vie du journal

Les trois listes de souscriptions que nous publions par ailleurs, forment une moyenne dépassant 500 francs. Pour avril, à la suite probablement des difficultés dans la Ligue et des irrégularités dans la parution de « la Vérité », l'effort pour la souscription s'est considérablement ralenti ; cela n'est pas admissible et nous devons à nouveau dépasser largement, chaque semaine, les 500 francs.

Camarades de Tours, Lille, Halluin, Moulins, etc., les groupes de province ne font certainement pas l'effort nécessaire et possible pour soutenir financièrement « la Vérité »; le groupe de la R. P. lui-même, qui jusqu'à ce jour donnait l'exemple, n'atteint plus ce qu'il peut faire.

Les membres de la Ligue mis à part, une dizaine de camarades, à peine, s'engagent à verser périodiquement et régulièrement une souscription ; c'est beaucoup trop peu et tous nos lecteurs doivent comprendre que seul ce moyen (doublé des abonnements nouveaux) peut permettre à notre organe de rester un hebdomadaire à quatre pages.

Nos camarades abonnés n'ont répondu qu'en nombre infime, à la circulaire adressée à tous: il faut qu'enfin tous le fassent et se mettent en relations suivies avec l'administration du journal.

Dès aujourd'hui, écrivez-nous, faites-nous parvenir vos suggestions et critiques, vos souscriptions et des listes de militants susceptibles de s'abonner.

Il faut que nous puissions, à cette place, la semaine prochaine, noter un rebondissement de la souscription.

Pour « la Vérité », arme de l'opposition de gauche, au travail !

AVANCES SUR TRAITEMENTS par la **Banque des Fonctionnaires** 33, Rue de Mogador, PARIS (9e) *Conditions les plus avantageuses* DISCRETION ABSOLUE

SOUSCRIPTION POUR LE BUREAU INTERNATIONAL

Reçu d'Amérique	Fr. 125 »
» de Grèce	125 »
» de R. Well	100 »
» de la Fédération de Charleroi	200 »
» de la Gauche italienne	99 70
Vente du Bul. Inter. no 3 (Leipzig)	30 »
	36 15
Total fin mars	590 85

NOTE DE L'ADMINISTRATION

Le no 83 de *La Vérité* (10 avril) n'est pas paru : il est donc inutile que nos lecteurs nous le réclament.

D'autre part, nous nous excusons d'avoir laissé sans réponse, depuis plusieurs jours, les lettres de nos correspondants ; le nécessaire sera fait sous peu..

SOUSCRIPTION HEBDOMADAIRE du 7 au 14 mars

Gr. (Marseille), 43 fr.; Simone, 20; G. R. (versement mensuel), 5; Reliquat abt versé par Lebourg, 2; S. S. (Strasbourg), 5; Verdier, 10; Archiomarxiste (verst hebdomadaire), 25; Groupe de Paris, 410. Total de la semaine : 520 fr.

du 15 au 21 mars

Guns : 7,50; Reliquat 5 abts (Rio), 25; Archiomarxiste (verst hebdo), 25; Un Groupe de coloniaux, 50; Mougeot (reliquat volumes), 17,50; Mannoury, 10; Groupe de Paris, 341. Total de la semaine : 476 francs.

du 22 au 28 mars

Doubine, 5; Archiomarxiste (verst hebdo), 25); Aucheur, 10; Un Camarade du Parti, 5 ; P. V. (Oise), reliquat abt, 2; Groupe de Paris, 520; Groupe de Verviers (pour la bibliothèque de T.), 30 fr. belges : 25. Total de la semaine : 592 francs.

Total général au 28 mars : 22.598 fr. 10.

A UN CORRESPONDANT

Le camarade qui sous la signature Lionel nous a envoyé deux articles dont l'un sur le régime politique est prié de faire connaître son nom au bureau du journal.